



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 6 NOVEMBRE 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 6TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

Letters Patent

"Gargunock Investments, Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuf octobre 1943, constituant une corporation: Shirley Greenshields Dixon, un des conseils en loi de Sa Majesté, Roger Beaulieu, avocat, Mary Griffiths, fille majeure, comptable, Estelle Carmel Fyfe, veuve, opératrice de téléphone, et Elizabeth Beveridge, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Placer et déplacer de temps en temps des capitaux, des augmentations de capital, des revenus et autres deniers de la compagnie de la manière et dans des propriétés, immeubles, hypothèques, obligations, actions, bons et autres sécurités que les directeurs de la compagnie détermineront de temps à autre, et varier et changer ces placements et en général vendre, échanger ou autrement disposer, faire le commerce ou tirer parti d'aucun des biens de la compagnie, sous le nom de "Gargunock Investments, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000),

"Gargunock Investments, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of October, 1943, incorporating: Shirley Greenshields Dixon, one of His Majesty's Counsel learned in the law, Roger Beaulieu, advocate, Mary Griffiths, spinster, accountant, Estelle Carmel Fyfe, widow, telephone operator, and Elizabeth Beveridge, spinster, stenographer, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To invest and reinvest from time to time the capital, accretions to capital, income and other moneys of the Company in such manner and in such properties, real estate, mortgages, stocks, shares, bonds and other securities as may from time to time be determined by the directors of the Company, and to vary and change such investments and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with or turn to account any of the assets of the Company, under the name of "Gargunock Investments, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars

divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4750 P. FRENETTE.

"Houde & Laroche Cie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du neuvième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: William Vassie, manufacturier, de St-Jean, Nouveau-Brunswick, Chas-E. Duclos, agent de manufacturiers, de la cité de Montréal, et Jean-B. Houde, administrateur-comptable, de Ste-Croix, comté de Lotbinière, ces deux derniers de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et exercer l'industrie de la fabrication, vente et distribution de vêtements de travail pour hommes, chemises de travail, salopettes, coupe-vent, fournitures, et généralement tous vêtements pour hommes; acheter, acquérir ou autrement obtenir les matières premières consistant particulièrement en tissus, garnitures et articles semblables qui entrent dans la confection de vêtements pour hommes en général et, en général, acheter, vendre et confectionner ces vêtements et marchandises semblables, sous le nom de "Houde & Laroche Cie Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste-Croix, cté de Lotbinière, district et province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4751-o P. FRENETTE.

"La Société Colombienne du Cap de la Madeleine, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: Sylvio Henaire, commerçant, Alphonse Denis, télégraphiste, Richard Rochefort, percepteur, J. Allard Arsenault, comptable, et J.-Guillaume Bourget, comptable, tous de la cité du Cap-de-la-Madeleine, province de Québec, dans les buts suivants:

Avoir, posséder, occuper, acheter, louer ou exploiter un ou des terrains, édifices, salles, bâtisses ou immeubles, sous le nom de "La Société Colombienne du Cap de la Madeleine, Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4752-o P. FRENETTE.

(\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4750-o Assistant Deputy Attorney General.

"Houde & Laroche Cie Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of October, 1943, incorporating: William Vassie, manufacturer, of St. John, New Brunswick, Chas. E. Duclos, manufacturers' agent, of the city of Montreal, and Jean B. Houde, administrator-accountant, of Ste-Croix, county of Lotbinière, these two latter of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and engage in the industry of the manufacturing, sale and distribution of working clothes for men, working shirts, overalls, wind-breakers, accessories, and in general all kinds of men's clothing; to buy, acquire or otherwise secure raw materials consisting in particular of tissues, trimmings and similar articles which enter into the making of men's clothing in general and, in general, to buy, sell and make these garments and similar merchandise, under the name of "Houde & Laroche Cie Limitée", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Ste-Croix, county of Lotbinière, district and Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4751 Assistant Deputy Attorney General.

"La Société Colombienne du Cap de la Madeleine, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of October, 1943, incorporating: Sylvio Henaire, trader, Alphonse Denis, telegraph operator, Richard Rochefort, collector, J. Allard Arsenault, accountant, and J.-Guillaume Bourget, accountant, all of the city of Cap-de-la-Madeleine, Province of Quebec, for the following purposes:

To have, own, occupy, purchase, lease or operate one or more lots of land, buildings, halls, structures or immovables, under the name of "La Société Colombienne du Cap de la Madeleine, Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into eight hundred (800) shares of twenty-five dollars (\$25) each.

The head office of the company will be in the City of Cap-de-la-Madeleine, District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4752 Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Le Magasin Général Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour d'octobre 1943, à la compagnie "Le Magasin Général Limitée", ratifiant son Règlement N° 33 augmentant son capital de \$9,900.00 à \$99,000.00, par la création de 8,910 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4753-o P. FRENETTE.

"Le Magasin Général Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1943, to the company "Le Magasin Général Limitée", ratifying its By-law No. 33, increasing its capital stock from \$9,900 to \$99,000, by the creation of 8,910 additional common shares of a par value of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4753 Assistant Deputy Attorney General.

"Lord & Cie Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour d'octobre 1943, à la compagnie "Lord & Cie Limitée", ratifiant son Règlement "F" augmentant son capital de \$8,100.00 à \$19,800.00, par la création de 117 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4754-o P. FRENETTE.

"Lord & Cie Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1943, to the company "Lord & Cie Limitée", ratifying its By-law "F" increasing its capital stock from \$8,100 to \$19,800, by the creation of 117 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4754 Assistant Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec, comté de Chambly

Province of Quebec, County of Chambly

CITÉ DE ST-LAMBERT

CITY OF ST. LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 18 octobre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de St-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de la cité de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, St-Lambert, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE 1943, à DIX heures du matin, heure avancée.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order of October 18th, 1943, has directed the undersigned, in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert, with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by Public Auction in the Council Chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, 1943, at TEN o'clock of the forenoon, E.D.S. Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before December 1st, 1941, shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Rôle N°	Nom	Situé	Cad.	S/Div.
46-J. H. Rainville.	Avenue Argyle.		255	P. 6
<p>Un emplacement situé sur l'avenue Argyle, en ladite cité de St-Lambert, étant une partie du lot connu et désigné sous le N° six de la subdivision officielle du lot deux cent cinquante-cinq (Ptie N° 255-6) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, ladite partie dudit lot mesurant soixante-deux pieds en front sur l'avenue Argyle du côté ouest partant à la ligne de division entre lesdits lots six et sept de la subdivision officielle deux cent cinquante-cinq, quatre-vingt-sept pieds dans sa ligne nord-ouest, quarante-huit pieds et six pouces dans sa ligne sud-est, laquelle est la ligne de division entre lesdits lots six et sept de la subdivision officielle dudit lot deux cent cinquante-cinq, et soixante-deux pieds et neuf pouces en arrière, et comprenant une superficie totale de quatre mille cent quatre-vingt-quatre pieds carrés, le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par l'avenue Argyle, au sud-ouest par le lot 255-7, au nord-ouest et au nord-est par la partie restante du lot 255-6.</p>				

538-Mme M. W. Rice	354 ave Dulwich	161	972-1/2	973
<p>La demi-ouest du lot 161-973 mesurant douze pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, bornée en front par l'avenue Dulwich, en arrière par le lot 161-393, à l'ouest par le lot 161-972 et à l'est par la demie restante du lot 161-973; avec les bâtiments dessus érigés.</p>				

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Rôle N°	Nom	Situé	Cad.	S/Div.
453-Mlle E. Baker.	Blvd Desaulniers.	161	1534	1533
1653-Mlle E. E. Baker.	Ave Riverdale		705	706
67-M. Denard.	Ave Berkley		329	328
1927-Succ. A. Mc-Pherson	Ave Stanley	258	121	
1240-F. Greenfield & G. T. Bowden	Ave Montrose		264	465
481-R. Johnson, père	Blvd Desaulniers.	162	1310	1309
1780-J. P. Kelly	Riverside Drive	P. 264		

Un morceau de terre de forme irrégulière formant partie de la partie non-subdivisée du lot deux cent soixante-quatre (Ptie du N° 264) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, ledit morceau de terre mesurant cent pieds de largeur par la profondeur comprise entre le chemin public sur la rue Front et la ligne des limites du port ci-après mentionnées, et comprenant une superficie totale de six mille six cent soixante-cinq pieds carrés, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par le chemin public, en arrière par les limites du port suivant les dispositions de la Loi de 1909 et telles que définies par Jos. Rielle et J. P. B. Casgrain, arpenteurs-géomètres de Québec, et des deux côtés par d'autres parties non-subdivisées dudit lot numéro 264.

1436-Mme G. A. Miller	Avenue Oak	162	1716	
1577-H. E. Pettingill	Avenue Putney	161	353	
1398-Mlle Meryle Rutenberg	Avenue Oak	162	1527	1526
			1525	1524
207-H. R. Swenerton	Avenue Bolton	264	152	151

The Rothesay Realty Co.	Rue Bute	260	P. 64	
<p>Un morceau de terre formant partie du lot connu et désigné sous le numéro soixante-quatre de la subdivision officielle deux cent soixante (Ptie N° 260-64) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, ladite partie dudit lot mesurant cinquante pieds de largeur par une longueur de trois cent quarante-et-un pieds et cinq pouces au</p>				

FIRST SECTION

IMMOVABLES SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Roll No.	Name	Location	Cad.	S/Div.
46-J. H. Rainville.	Argyle Ave.		255	P. 6
<p>An emplacement situé sur l'avenue Argyle, en ladite Cité de St. Lambert, étant une partie de la lot connu and designated under No. six of the official subdivision of lot two hundred and fifty-five (Pt. No. 255-6) of the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring the said part of the said lot, sixty-two feet in front on Argyle Avenue from the west side starting at the division line between the said lots six and seven of the official subdivision two hundred and fifty-five, eighty-seven feet in its north-west line, forty-eight feet and six inches in its south-east line, which is the division line between the said lots six and seven of the official subdivision of the said lot two hundred and fifty-five, and seventy-two feet and nine inches in the rear, and containing a total superficial of four thousand one hundred and eighty-four square feet, the whole English measure and more or less, bounded in front by Argyle Avenue, on the south-west by lot 255-7, on the north-west and the north-east by the remaining portion of lot 255-6.</p>				

538-Mrs. M. W. Rice	354 Dulwich Ave	161	972-1/2	973
<p>The western half of lot 161-973 measuring twelve feet and six inches in width, by ninety-four feet in depth, bounded in front by Dulwich Avenue, in rear by lot 161-393, on the west by lot 161-972 and on the east by the remaining half of lot 161-973; with buildings thereon erected.</p>				

SECOND SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Roll No.	Name	Location	Cad.	S/Div.
453-Miss E. Baker.	Desaulniers Blvd.	161	1534	1533
1653-Miss E. E. Baker.	Riverdale Ave.		705	706
67-M. Denard.	Berkley Ave.		329	328
1927-Est. A. Mc-Pherson	Stanley Ave.	258	121	
1240-F. Greenfield & G. T. Bowden	Montrose Ave.	264	465	
481-R. Johnson Sr.	Desaulniers Blvd.	162	1310	1309
1780-J. P. Kelly	Riverside Drive	P. 264		

Piece of land of irregular figure, forming part of the unsubdivided portion of the lot two hundred and sixty-four (Part of No. 264) of the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring the said piece of land, one hundred feet in width, by the depth comprised between the Public Road on Front Street and the line of the Harbour Limits hereinafter mentioned, and containing a total superficial of six thousand six hundred and sixty-five square feet, the whole English measure and more or less, and bounded in front, by the Public Road, in rear, by the Harbour Limits according to the provisions of the Act of 1909 and as defined by Jos. Rielle and J. P. B. Casgrain, Quebec Land Surveyors, and on both sides, by other unsubdivided portions of the said lot number 264.

1436-Mrs. G. A. Miller	Oak Ave	162	1716	
1577-H. E. Pettingill	Putney Ave	161	353	
1398-Miss Meryle Rutenberg	Oak Ave	162	1527	1526
			1525	1524
207-H. R. Swenerton	Bolton Ave	264	152	151

The Rothesay Realty Co.	Bute Street	260	P. 64	
<p>A piece of land, forming part of lot known and designated under number sixty-four of the official subdivision two hundred and sixty (Pt. No. 260-64) of the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring the said part of said lot, fifty feet in width by a length of three hundred and forty-one feet and five inches on the southwest</p>				

sud-ouest et deux cent quatre-vingt-dix pieds et cinq pouces au nord-est, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par le chemin Lapinière, au sud-ouest par les lots Nos 260-23 à 260-33 inclusivement, au nord-est par les lots Nos 260-65 à 260-70 inclusivement et à l'arrière par la partie restante du lot 260-64.

Je certifie que la liste susdite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le vingt-troisième jour de novembre 1943, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dues à la cité de St-Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans la cité de St-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de St-Lambert, ce 25ième jour d'octobre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
M. J. RUTLEDGE.

4713-44-2

Province de Québec.—District de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE CANTON TACHÉ

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt et un octobre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de canton Taché (Saint-Nazaire), avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle publique de Saint-Nazaire, le VINGT-TROIS NOVEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires non consolidées, moins celles de l'année 1943-44, auront été payées avant le moment de la vente.

1.—Charles Matais:—Les lots 23 et 24 du rang 1, sauf à distraire la partie de ces lots située au-dessous d'une ligne de contour tirée horizontalement sur le sol à un niveau de 160 pieds au-dessus d'un boulon en fer scellé dans le roc sur le lot J du rang 1, au cadastre officiel du canton de Jonquière, lequel boulon se trouve près de la rivière Saguenay, au bas de la Chute-à-Caron, et à soixante et cinq pieds à l'est d'un puits de mine creusé dans le roc, cette partie desdits lots 23 et 24 appartenant à Aluminum Power Company Limited; sauf à distraire également de cette partie des lots 23 et 24 située au-dessus de la ligne de contour 160, en faveur de Aluminum Power Company Limited, certains droits de baignage décrits dans un acte enregistré sous le numéro 58,271.

2.—Charles Eugène Tremblay:—Le lot 27, rang 2, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 44,757.

3.—Mme Vve Elie Angers:—Le lot 28, rang 2, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans un acte enregistré sous le numéro 44,755.

4.—Oscar Gagné:—Les lots 39 et 40, rang 3, sauf à distraire les droits de Saguenay Transmission Company Limited tels que décrits dans des actes enregistrés sous les numéros 44,764 et 44,763.

5.—François Tremblay:—Les lots 45-181 et 45-182, rang 3.

6.—Mme Vve Henri Fortin:—Partie du lot numéro 19, rang 4, bornée au nord au résidu dudit lot 19, au sud, au chemin public, à l'ouest, au lot 20, et à l'est au lot 18.

7.—Jean-Joseph Pelletier:—Les lots 36 et 37, rang 4.

8.—Johnny Bergeron:—Les lots 39, 40 et 41, rang 4.

10.—Thomas-Louis Lachance:—Partie du lot numéro 45, rang 5, borné à l'ouest et au nord au terrain de Adélar Brassard, à l'est au terrain de Joseph Fortin et au sud au chemin public.

and two hundred and ninety feet and five inches on the northeast, the whole English measure and more or less and bounded in front by Lapinière Road, on the southwest by lots No. 260-23 to 260-33 inclusive, on the northeast by the lots No. 260-65 to 260-70 inclusive and in the rear by the remaining portion of the lot 260-64.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the twenty-third day of November, 1943, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this 25th day of October, 1943.

M. J. RUTLEDGE,
Secretary-Treasurer.

4713-44-2-o

Province of Quebec.—District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP OF TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-first of October, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the School Commission of the township Taché (Saint-Nazaire), with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold, by public auction, in the public hall of Saint-Nazaire, on the TWENTY-THIRD OF NOVEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes, except those for the year 1943-44, shall have been paid before the time of the sale.

1.—Charles Maltais:—Lots 23 and 24 of Range 1, save to be deducted that portion of said lots situate below a contour line drawn horizontally on the ground at a level of 160 feet above an iron bolt embedded in the rock on lot J of range 1, of the official cadastre for the township of Jonquière, the said bolt is situate near the Saguenay river, below Chute-à-Caron, and at sixty-five feet east of a mine-shaft cut in the rock, this portion of said lots 23 and 24 belonging to the Aluminum Power Company Limited; save to be deducted also, from that part of lots 23 and 24 situate above the contour line 160, in favour of the Aluminum Power Company Limited, certain flooding rights described in a deed registered under No. 58,271.

2.—Charles Eugène Tremblay:—Lot 27, range 2, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 44,757.

3.—Mme Wid. Elie Angers:—Lot 28, range 2, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in a deed registered under No. 44,755.

4.—Oscar Gagné:—Lots 39 and 40, range 3, save to be deducted the rights of the Saguenay Transmission Company Limited as described in deeds registered under Nos. 44,764 and 44,763.

5.—François Tremblay:—Lots 45-181 and 45-182, range 3.

6.—Mme Wid. Henri Fortin:—Part of lot No. 19, range 4, bounded on the north by the residue of said lot 19, on the south, by the public road, on the west, by lot 20, and on the east by lot 18.

7.—Jean Joseph Pelletier:—Lots 36 and 37, range 4.

8.—Johnny Bergeron:—Lots 39, 40 and 41, range 4.

10.—Thomas Louis Lachance:—Part of lot No. 45, range 5, bounded on the west and on the north by the land of Adélar Brassard, on the east by the land of Joseph Fortin and on the south by the public road.

- 11.—Alex. Trépanier.—Le lot 21, rang 5.
- 12.—Hilaire Girard.—Le lot 20, rang 6.
- 13.—Arthur Savard.—Le lot 45, rang 6.
- 14.—Patrick Néron.—Le lot 34, rang 8.

Tous les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus forment partie du cadastre officiel du canton Taché. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce vingt-trois octobre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
4731-44-2-0 J.-A. TREMBLAY.

Province de Québec, District de Chicoutimi.

COMMISSION SCOLAIRE DE LABRECQUE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-huit octobre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de Labrecque (St-Léon) avec les intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encaissement public dans la salle municipale de la paroisse de St-Léon (salle du conseil), le PREMIER DÉCEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires, non consolidées de l'année 1942-43 et des années antérieures, auront été payées avant le moment de la vente.

- 1. Anias Bouchard.—Le lot 15, rang 9.
- 2. Emile Coudé.—Le lot 4, rang 9.
- 3. Ulric Couture.—Le lot 32, rang 2.
- 4. Raymond Girard.—La demie nord du lot 6, rang 6.
- 5. Arthur Girard.—La demie sud des lots 8, 9 et 10, rang 7.
- 6. Normand Perron.—Le lot 3, rang 4.
- 7. Charles Côté.—La demie est du lot 10, rang 4.

Les lots ou parties de lots décrits sous les numéros d'ordre 3 à 7 inclusivement, font partie du cadastre officiel du canton Labrecque.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Léon, ce 30 octobre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
4757-45-2-0 G.-H. LEMAY.

CITÉ DE CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 26 octobre 1943, a ordonné au soussi-

- 11.—Alex. Trépanier.—Lot 21, range 5.
- 12.—Hilaire Girard.—Lot 20, range 6.
- 13.—Arthur Savard.—Lot 45, range 6.
- 14.—Patrick Néron.—Lot 34, range 8.

All the lots or parts of lots above mentioned form part of the official cadastre for the township Taché. They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, this twenty-third day of October, 1943.

J. A. TREMBLAY,
4731-44-2 Secretary Treasurer.

Province of Quebec, District of Chicoutimi.

SCHOOL COMMISSION OF LABRECQUE

Public notice is hereby given that the Québec Municipal Commission, by an Order dated the twenty-eighth of October, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinbelow designated in payment of arrears of taxes due the School Commission of Labrecque (St-Léon) with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the municipal hall of the parish of St-Léon (Council Hall) on the FIRST of DECEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes of the year 1942-43, and the previous years, shall have been paid before the time of the sale.

- 1. Anias Bouchard.—Lot 15, Range 9.
- 2. Emile Coudé.—Lot 4, Range 9.
- 3. Ulric Couture.—Lot 32, Range 2.
- 4. Raymond Girard.—North half of lot 6, Range 6.
- 5. Arthur Girard.—South half of lots 8, 9 and 10, Range 7.
- 6. Normand Perron.—Lot 3, Range 4.
- 7. Charles Côté.—East half of lot 10, Range 4.

The lots, or parts of lots, described under numerical order 3 to 7 inclusively, form part of the official cadastre for the Township of Labrecque.

All these immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes capable of affecting the same.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Léon, this 30th of October, 1943.

G. H. LEMAY,
4757-45-2 Secretary-Treasurer.

CITY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the 26th October, 1943, has ordered the undersigned,

gné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérages de taxes dues à la corporation de la cité de Chicoutimi, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encaissement public dans la grande salle de l'hôtel de ville, le TRENTE NOVEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année 1942 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1. Wilfrid Briand:—Le lot numéro 574-2.

2. Ludger Dufour:—Un terrain mesurant 35 pieds de largeur sur la rue Taché et vingt-cinq pieds et neuf pouces du côté est et 72 pieds de profondeur des côtés sud et nord, formant partie du lot numéro 715, contenant une superficie d'environ 2,150 pieds borné à l'ouest par la rue Taché, au sud par le terrain de Dame Marie Tremblay, ou représentants, à l'est par François Tremblay ou représentants et au nord par Dame Geneviève Dufour, épouse de feu François Tremblay, père, ou représentants.

3. Ludger Dufour:—1. Tout ce lopin de terre ou emplacement comprenant le lot numéro 714 et partie du lot numéro 715 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, mesurant 40 pieds de largeur sur 40 pieds de profondeur, plus ou moins, et est compris dans les bornes suivantes: Vers le nord par la rue Price, vers l'est par le terrain de William Lavoie (N° 716 du dit cadastre) vers le sud par le terrain ci-après décrit en second lieu et vers l'ouest par la rue Taché; la ligne sud de ce terrain sur le lot sept cent quinze étant le prolongement vers l'est de la ligne sud dudit lot sept cent quatorze; 2. Tout ce lopin de terre de figure irrégulière formant partie du lot numéro 715 au cadastre officiel susdit, compris dans les bornes suivantes: vers l'ouest à la rue Taché, vers le nord partie au terrain ci-dessus décrit en premier lieu et partie par le terrain de William Lavoie, vers l'est partie par le terrain de ce dernier et partie par le terrain de William Price, et vers le sud partie au terrain de François Tremblay, fils, et partie au terrain de Cléophe Larouche, ou leurs représentants; ce terrain mesure 76 pieds sur la rue Taché, 82 pieds, plus ou moins, du côté nord, 30 pieds longeant celui de William Lavoie, et 14 pieds, plus ou moins, longeant le terrain de William Price, les lignes de 30 pieds et de 40 pieds susmentionnées forment un angle droit, et mesurent vers le sud 109 pieds.

4. Dame Ernest Gagné:—Tous ces lots de terre numéros 465-2, 466-3 et 467-3.

5. Ernest Lalancette, et Joseph-Élie Lalancette, son fils, et Denise Poulin, de Québec. (Pierre-Eug. Lalancette, occupant):—(a) Un emplacement comprenant la partie sud-ouest du lot numéro 891-14 de la division actuelle du lot 891 comprise dans les bornes suivantes: Vers le nord-ouest au chemin public, (rang St-Paul), vers le nord-est au terrain de Phydime Paul ou représentants, du côté sud-est au lot numéro 891-13, et du côté sud-ouest au lot N° 891-15; et la partie sud-ouest du lot numéro 891-13, de la division actuelle du lot numéro 891 comprise dans les bornes suivantes: Vers le nord-ouest au lot numéro 891-14, vers le nord-est au terrain de Phydime Paul ou représentants, du côté sud-est au lot numéro 892-15, et du côté sud-ouest au lot numéro 891-15, et (b) 1. Un terrain ou emplacement comprenant, après dernière subdivision des lots 891 et 892, le lot numéro 891-15, le lot numéro 892-19. La partie nord-est du lot numéro 891-16, comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au chemin public, (rang St-Paul), vers le nord-est par le lot numéro 891-15, du côté sud-est au lot numéro 892-20 comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au lot numéro 891-16, vers le nord-est au lot 892-19, du côté sud-est par le fossé passant au milieu de la coulée qui se trouve à cet endroit, et du côté sud-ouest au résidu ci-après décrit du lot numéro 892-20. 2. Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit au paragraphe 1, et comprenant après dernières redivisions des lots 891 et 892: La partie sud-ouest du lot numéro 891-16 comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au chemin public (rang St-Paul), vers le nord-est au résidu ci-dessus décrit du lot numéro 891-16, du côté sud-est au lot numéro 892-20 et du côté sud-ouest au lot numéro 1172. La partie sud-ouest du lot numéro 892-20 comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au lot numéro 891-16, vers le nord-est au lot numéro 892-19, du côté sud-est par le fossé passant

puissant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the Corporation of the City of Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the big hall of the City Hall, on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the municipal taxes for the year 1942 and previous years shall have been paid before the time of the sale.

1. Wilfrid Briand:—Lot number 574-2.

2. Ludger Dufour:—A lot of land measuring 35 feet in width on Taché street and twenty-five feet and nine inches on the east side and 72 feet in depth on the south and north sides, forming part of lot number 715, containing a superficial area of about 2,150 feet, bounded on the west by Taché street, on the south by the land of Dame Marie Tremblay, or representatives, on the east by François Tremblay or representatives and on the north by Dame Geneviève Dufour, wife of the late François Tremblay, Sr., or representatives.

3. Ludger Dufour:—1. All that parcel of land or emplacement comprising lot number 714, and part of lot number 715 of the official cadastre of the town of Chicoutimi, measuring 40 feet in width by 40 feet in depth, more or less, and comprised within the following boundaries: Towards the north by Price street, towards the east by the land of William Lavoie (No. 716 of said cadastre) towards the south by the land hereinafter secondly described and towards the west by Taché street; the south line of this lot of land on lot seven hundred and fifteen being the prolongation eastward of the south line of said lot seven hundred and fourteen; 2. All that parcel of land of irregular figure forming part of lot number 715 of the aforesaid official cadastre, comprised within the following boundaries: Towards the west by Taché street, towards the north partly by the lot of land above firstly described and partly by the land of William Lavoie, towards the east partly by the land of the latter and partly by the land of William Price, and towards the south partly by the land of François Tremblay, Jr., and partly by the land of Cléophe Larouche, or their representatives; the said parcel of land measures 76 feet on Taché street, 82 feet, more or less, on the north side, 30 feet along the lot of William Lavoie, and 14 feet, more or less, along the lot of William Price, the aforesaid lines of 30 feet and 40 feet form a right angle, and measure southward 109 feet.

4. Dame Ernest Gagné:—All these lots of land numbers 465-2, 466-3 and 467-3.

5. Ernest Lalancette and Joseph-Élie Lalancette, his son, and Denise Poulin, of Québec. (Pierre-Eug. Lalancette, occupant):—(a) An emplacement comprising the southwest part of lot number 891-14 of the actual division of lot 891, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by the public road, (St-Paul Range), towards the northeast by the land of Phydime Paul or representatives, on the southeast side by lot number 891-13, and on the southwest side by lot No. 891-15; and the southwest part of lot number 891-13, of the actual division of lot number 891, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by lot number 891-14, towards the northeast by the land of Phydime Paul or representatives, on the southeast side by the lot number 892-15, and on the southwest side by lot number 891-15, and (b) 1. A lot of land or emplacement comprising, after the last subdivision of lots 891 and 892, lot number 891-15, lot number 892-19. The northeast part of lot number 891-16, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by the public road, (St-Paul Range), towards the northeast by lot number 891-15, on the southeast side by lot number 892-20 comprised within the following boundaries: Towards the northwest by lot number 891-16, towards the northeast by lot 892-19, on the southeast side by the ditch passing in the middle of the "coulée" which exists at this place, and on the southwest side by the residue hereinafter described of lot number 892-20. 2. Another lot of land coterminous with the one described in paragraph 1, and comprising, according to the last redivisions of lots 891 and 892: The southwest part of lot number 891-16, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by the public road (St-Paul Range), towards the northeast by the residue above described of lot number 891-16, on the southeast side by lot number 892-20, and on the

au milieu de la coulée qui se trouve à cet endroit, et du côté sud-ouest par le lot numéro 1172.

southwest side by lot number 1172. The southwest part of lot number 892-20 comprised within the following boundaries: Towards the northwest by lot number 891-16, towards the northeast by lot number 892-19, on the southeast side by the ditch passing in the middle of the "coulée" which exists at this place, and on the southwest side by lot number 1172.

6. Madame William McLean:—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro 731 lequel terrain mesure 50 pieds de largeur du sud au nord, mesure précise à la mesure anglaise, sur 109 pieds de profondeur de l'est à l'ouest, plus ou moins, et est compris dans les bornes suivantes: au nord par le terrain de Joseph Gilbert ou représentants, en front à l'est à la rue transversale N° XIV, au sud par le terrain de Joseph McLean, et à l'ouest par le terrain de Louis Gravel, ou représentants, avec la maison, la boulangerie, et autres bâtisses dessus construites et toutes dépendances. Avec réserve cependant pour M. Joseph McLean, contremaitre, de la cité de Chicoutimi, pour lui-même seulement du droit de passer à pied et en voiture dans un chemin se trouvant sur la limite sud du terrain ci-dessus décrit. Si cependant M. Joseph McLean agrandissait la maison qu'il avait le 23 mai 1913 ou en érigéait une autre en son lieu et place dans ou près de la ligne de division entre son terrain et celui susdécrit, ce droit de passage sera perpétuel et pourra être cédé aux acquéreurs du terrain du dit M. Joseph McLean, et dans ce cas M. Joseph McLean aura droit de vue, de chassis et de sortie sur ce dit chemin. Si le dit Joseph McLean vendait son terrain et sa maison telle qu'elle était le 23 mai 1913, il ne pourra céder le droit de passage qu'il s'est réservé, non plus que les droits de vue, de chassis et sortie sur icelui. Ce droit de passage et les droits de vue, de chassis et de sortie sur ce dit chemin seront aussi perpétuels et cessibles au cas où M. William McLean vendait le terrain susdécrit alors que le dit Joseph McLean serait encore propriétaire du terrain situé du côté sud du terrain susdécrit. Ces réserves sont mentionnées dans un acte de vente par M. Joseph McLean en faveur de M. William McLean, suivant acte passé devant Geo. St-Pierre, notaire, numéro 10523 de ses minutes, le 23 mai 1913 et enregistré à Chicoutimi le 5 juillet de la même année sous le numéro 23835.

6. Madame William McLean:—All that parcel of land or emplacement forming part of lot number 731, the said land measuring 50 feet in width from south to north, exact measurement and english measure, by 109 feet in depth from east to west, more or less, and is comprised within the following boundaries: on the north by the land of Joseph Gilbert or representatives, in front on the east by the transversal street No. XIV, on the south by the land of Joseph McLean, and on the west by the land of Louis Gravel, or representatives—with the house, the bakery and other buildings thereon erected and all dependencies. With reserve, however, for Mr. Joseph McLean, foreman, of the city of Chicoutimi, for himself only, of right of way on foot and with vehicle in a road which lies on the southern limit of the lot of land above described. If, however, Mr. Joseph McLean enlarges the house which he had on the 23rd of May, 1913, or erects another in its place and stand in or near the division line between his land and the one above described, the said right of way shall be for perpetuity, and may be ceded to acquirers of the land of the said Mr. Joseph McLean, and in this case Mr. Joseph McLean shall have right of view, of windows and exit on the said road. If the said Joseph McLean should sell his land and his house as it stood on the 23rd of May, 1913, he may not cede the right of way reserved to him, nor the rights of view, windows and exit on same. This right of way and the rights of view, of windows and exit on the said road shall also be perpetual and transferable in the case of Mr. William McLean selling the above described lot of land while the said Joseph McLean is still owner of the lot of land situate on the south side of the land above described. These reserves are mentioned in a deed of sale by Mr. Joseph McLean in favour of Mr. William McLean, according to deed passed before Geo. St-Pierre, notary, No. 10523 of his minutes, on the 23rd of May, 1913 and registered at Chicoutimi on the 5th of July of the same year under No. 23835.

7. Wilfrid St-Hilaire:—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie des lots numéros 1136 et 1137, lequel terrain mesure 75 pieds de profondeur, du nord-ouest au sud-est et est borné en front, au nord-ouest, par la rue St-Ignace, au nord-est, par le terrain de Gonzague Belley, ou représentants, au sud-est, par le terrain d'Isaïe Jobin, ou représentants, et du côté sud-ouest, encore par le terrain d'Isaïe Jobin, fils, ou représentants.

7. Wilfrid St-Hilaire:—All that parcel of land or emplacement forming part of lots numbers 1136 and 1137. The said land measures 75 feet in depth, from northwest to southeast and is bounded in front, on the northwest, by St-Ignace street, on the northeast, by the land of Gonzague Belley, or representatives, on the southeast, by the land of Isaïe Jobin, or representatives, and on the southwest side, also by the land of Isaïe Jobin, Jr., or representatives.

8. Ths-Eug. Tremblay (Henry):—Un lot ou emplacement, formé du lot numéro 493-8 de la division actuelle du lot numéro 493, lequel terrain mesure 45 pieds de front, de l'est à l'ouest, sur 91 pieds et 8 pouces de profondeur, du nord au sud, et contient en superficie 4,124 pieds, borné en front, au nord, à une rue, en profondeur, au sud, au terrain de John Blackburn ou représentants, joignant d'un côté, à l'est, au terrain de Joseph Girard, fils de Wilfrid, et de l'autre côté, à l'ouest, au terrain de Elzéar Lévesque, avocat, Ls-Ph. Desbiens, Aristide Desbiens et Ludger A. Vézina, ou représentants.

8. Ths-Eug. Tremblay (Henry):—A lot of land or emplacement, composed of lot number 493-8 of the actual division of lot number 493, the said lot of land measures 45 feet in front, from east to west, by 91 feet and 8 inches in depth, from north to south, and contains a superficial area of 4,124 feet, bounded in front, on the north, by a street, in depth, on the south, by the land of John Blackburn or representatives, adjoining on one side, to the East, the land of Joseph Girard, son of Wilfrid, and on the other side, to the west, the land of Elzéar Lévesque, advocate, Ls-Ph. Desbiens, Aristide Desbiens and Ludger A. Vézina, or representatives.

9. Harry Tremblay:—"A" La juste moitié indivise d'un lopin de terre ou emplacement, de figure irrégulière, formé de la partie sud du lot numéro 463-1 au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain est compris dans les bornes suivantes: en front vers le nord par une ligne parallèle au côté sud de la rue Price, cette ligne parallèle partant d'un point de la ligne de division entre les lots 463-1 et 463-4, situé à 104 pieds de la rue Price mesurant dans le prolongement de cette ligne de division, entre les dits lots 463-1 et 463-4, en partant de la rue Price, en profondeur au sud au lot numéro 485 du cadastre, joignant d'un côté à l'ouest au terrain de Henry Morin, et de l'autre côté à l'est au terrain de Gaspard Lemoine ou représentants. Tout cet autre lopin de terre formé de la juste moitié est des lots 465-4 et 465-5 lequel terrain compris dans les bornes suivantes: vers le nord à la rue Price, vers l'ouest à M. Philippe Duchesne, vers le sud à la demie est du lot 465-3, vers l'est au lot numéro 466. "B" Tout ce lopin de terre ou emplacement formé de partie des lots numéros 817-2 et 817-3-3 de la dernière subdivision des lots numéros 817 et 817-3, de figure irrégulière, et compris dans les bornes suivantes: vers le sud-ouest à la Côte Bellevue, vers le nord-ouest au terrain de Joseph Tremblay "Goliath" ou représentants, au nord-est au terrain de la voie ferrée électrique de la Cie de Pulpe de Chicoutimi. Cette propriété telle que décrite au paragraphe "B" ci-dessus est cependant vendue sujette à la description cadastrale

9. Harry Tremblay:—"A" The exact undivided half of a parcel of land or emplacement, of irregular figure, composed of the south part of lot number 463-1 of the official cadastre of the Town of Chicoutimi, the said land is comprised within the following boundaries: in front to the north by a line parallel to the south side of Price street, this parallel line starting at a point on the division line between lots 463-1 and 463-4, situate at 104 feet from Price street, measuring in the prolongation of the said division line, between said lots 463-1 and 463-4, starting at Price street, in depth on the south by lot number 485 of the cadastre, adjoining on one side, to the west, the land of Henry Morin, and on the other side to the east, the land of Gaspard Lemoine or representatives. All this other parcel of land composed of the exact east half of lots 465-4 and 465-5—the said land being comprised within the following boundaries: towards the north by Price street, to the west by Mr. Philippe Duchesne, to the south by the east half of lot 465-3, towards the east by lot number 466. "B" All that parcel of land or emplacement composed of parts of lots numbers 817-2 and 817-3-3 of the last subdivision of lots numbers 817 and 817-3, of irregular figure, and comprised within the following boundaries: to the southwest by Côte Bellevue, to the northwest by the land of Joseph Tremblay "Goliath" or representatives, to the northeast by the land of the electric railway of the Cie de Pulpe de Chicoutimi. This property as described in

du lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la ville de Chicoutimi sous le numéro 1187 qui embrasse entre autres lots tout ce lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite ville sous le numéro 817-3-3; lequel lot numéro 1187 est la propriété de la Compagnie Chemin de Fer Roberval et Saguenay qui en a fait l'acquisition de la Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Ha! Ha! aux termes d'un certain acte de vente reçu devant M^{re} Georges St-Pierre, notaire, en date du vingt-huitième jour de janvier, mil neuf cent quatorze et enregistré au Bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi le dixième jour de septembre, 1915 sous le numéro 1117 du registre B.

Lesdits lots et partie de lot sont au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances et sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 28^{ème} jour d'octobre 1943.

4759-45-2-0

Le greffier,
GASTON CARRIER.

paragraph "B" above is, however, sold subject to the cadastral description of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the Town of Chicoutimi under number 1187, which embraces amongst other lots all that lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the aforesaid Town under number 817-3-3; said lot number 1187 is the property of the Roberval and Saguenay Railway Company which acquired the same from the Baie des Ha! Ha! Railway Company under the terms of a certain deed of sale passed before M^{re} Georges St-Pierre, notary, bearing date the twenty-eighth day of January, one thousand nine hundred and fourteen and registered at the Registry office of the registration division of the county of Chicoutimi on the tenth day of September, 1915, under No. 1117 of Register B.

The said lots and part of lot are of the official cadastre of the Town of Chicoutimi.

With the buildings, circumstances and dependencies and subject to the acquired rights of the City of Chicoutimi.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, this 28th day of October, 1943.

4759-45-2

GASTON CARRIER,
Clerk.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 3048

Québec, le 22 octobre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant certains amendements aux règlements de mesurage.

Attendu qu'il importe d'amender l'arrêté ministériel numéro 1255, du 4 mai, 1936:

A) en y remplaçant le paragraphe 2, sous la rubrique "Mesurage des longueurs" par le suivant:

2.—On pourra tolérer les surlongueurs suivantes:

a) 1 pouce pour les billots de 4 à 7 pieds de longueur.

b) 2 pouces pour les billots de 8 à 10 pieds de longueur.

c) 4 pouces pour les billots de 11 pieds et plus de longueur.

Cependant, les billes de bois franc, de pin blanc et pin rouge de 11 pieds et plus de longueur pourront avoir une surlongueur de 6 pouces.

On devra majorer d'un pied la longueur des billes dont la surlongueur excèdera les tolérances ci-dessus.

B) en y remplaçant les paragraphes 1, 2, 3 et 4 sous la rubrique "Rebuts et réductions" par les suivants

1. L'on ne doit, au cours du mesurage, tenir compte que des vices ou tares apparaissant aux découpes mesurées. Toutefois, toutes les billes, avariées ou non, doivent être rapportées sur la carte de pointage suivant leur diamètre réel.

2. Toute bille (ou demi-bille, s'il s'agit de bois de 11 pieds et plus de longueur) peut être considérée comme "rebut" quand la découpe mesurée présente des vices ou tares qui en occupent plus

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

No. 3048

Quebec, 22nd October, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning certain amendments to the scaling regulations.

Whereas it is proper to amend Order in Council No. 1255 of 4th May 1936:

A) By replacing paragraph 2 under the heading "Measurement of Lengths" by the following:

2.—The following overlengths will be tolerated:

a) 1 inch for logs of 4' to 7' in length.

b) 2 inches for logs of 8' to 10' in length.

c) 4 inches for logs 11' and over in length.

However, hardwood, white pine and red pine logs of 11' and over in length may have an overlength of 6".

The log length shall be increased by one foot if the overlength thereof exceeds its abovementioned allowance.

B) By replacing paragraphs 1, 2, 3 and 4 under the heading "Culls and Deductions".

1. In the course of scaling, only the defects or flaws appearing on the sawn surfaces measured must be taken into account. However, all logs whether defective or not, must be entered on the tally card according to their actual diameter.

2. Every log (or half log in the case of a log of 11' or over in length) may be considered as a "cull" when the sawn surface measured shows defects or flaws occupying more than 33 1-3% of

de 33 1-3% de la surface. Toutefois, les billes de cèdre ne pourront être considérées comme rebuts que si la proportion avariée de la découpe excède 66 2-3%. Les billes (ou demi-billes) rejetées, doivent être marquées du signe "X" sur les surfaces avariées.

3. Lorsqu'une découpe présente des vices ou tares occupant une proportion de la superficie inférieure aux pourcentages ci-dessus mentionnés, le volume de la bille ainsi viciée (ou demi-bille, s'il s'agit de bois de 11 pieds et plus de longueur) peut être l'objet d'une réduction égale au volume des défauts, telle réduction s'effectuant en pointant le diamètre correspondant à la surface des défauts constatés dans la colonne *ad hoc* de la carte de pointage. Les billes (ou demi-billes) ainsi réduites doivent être marquées du signe "—" sur les surfaces avariées.

4. Dans le cas de bois mesuré à la corde, les défauts appréciés par le mesureur en volume solide seront transformés en volume apparent en multipliant ce volume par les facteurs 1.33 et 1.50 suivant qu'il s'agit de bois écorcés ou non-écorcés.

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des terres et forêts, que l'arrêté ministériel numéro 1255, du 4 mai 1936, soit amendé comme susdit.

(signé) A. MORISSET,

4769-o

Greffier du Conseil Exécutif.

the surface. However, cedar logs may only be considered as culls if the defective porportion of the sawn surface exceeds 66 2-3rds%. Logs (or half logs) culled, must be marked with the sign "X" on the defective surfaces.

3. When the sawn surface shows flaws or defects occupying a proportion of the area less than the percentages above mentioned, the volume of the defective log (or half log if it is a log of 11' or over in length) may be subject to a reduction equal to the volume of the defects, such reduction to be made in tallying the diameter corresponding to the defective area in the proper column on the tally card, logs (or half logs) so reduced must be marked with a "—" sign on the defective end.

4. In the case of wood measured by the cord, the defects appraised by the scaler in solid cubic feet shall be transformed to apparent volume by multiplying this volume by the factors 1.33 or 1.50 for peeled or rough wood as the case may be.

It is ordered, in consequence, on the proposition of the Honourable Minister of Lands and Forests, that Order in Council No. 1255 of 4th. May 1936 be amended as mentioned above.

(signed) A. MORISSET,

4769-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés des Pouvoirs Électriques de Shipshaw et Chute à Caron", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 octobre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à Shipshaw, comté de Chicoutimi, province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,

4761-o

JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 27 octobre 1943, les règlements 1 à 22 inclusivement du "Club de Yacht de la Pointe à Pizeau Incorporé, Sillery",—tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 5 octobre 1943 et amendés,—ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 30 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,

4772-o

JEAN BRUCHESI.

"CLUB DE YACHT DE LA POINTE À PIZEAU INCORPORÉ, SILLERY"

(Extrait des règlements relatif à l'augmentation du nombre des directeurs de trois à sept).

"2.—L'élection des officiers et directeurs du Club se fera lors de la tenue de cette assemblée générale annuelle par les membres actionnaires du Club. Seront élus: un Commodore, un Vice-Commodore, un Secrétaire-Trésorier et 4 directeurs. Ces officiers et directeurs formeront le bureau de direction du Club."

Miscellaneous Notices

The formation of an association, under the name of "Syndicat National des Employés des Pouvoirs Électriques de Shipshaw et Chute à Caron", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 20th, 1943.

The principal place of business of the association will be at Shipshaw, County of Chicoutimi, Province of Québec.

JEAN BRUCHESI,

4761

Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council bearing date October 27th, 1943, the by-laws 1 to 22 inclusively of the "Club de Yacht de la Pointe à Pizeau Incorporé, Sillery",—as adopted at the meeting held on October 5th, 1943, and amended—have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 30th of October, 1943.

JEAN BRUCHESI,

4772

Under Secretary of the Province.

"CLUB DE YACHT DE LA POINTE À PIZEAU INCORPORÉ, SILLERY"

(Excerpt from the By-laws respecting the increase of the number of Directors from three to seven).

"2.—The election of the officers and directors of the Club shall take place at the time of the holding of this general annual meeting by the members, shareholders of the Club. There shall be elected: a Commodore, a Vice-Commodore, a Secretary Treasurer and 4 Directors. These officers and directors will form the Club's Board of Directors."

Les présents règlements ont été adoptés et approuvés par les deux tiers des membres actionnaires présents à l'assemblée tenue mardi le 5 octobre 1943, au Chalet du Club, à 8.30 p.m.

The present by-laws have been adopted and approved by the two thirds of the members, shareholders, present at the meeting held on Tuesday, October 5th, 1943, at the Club-house, at 8.30 p.m.

Le président,
E.-HENRI ROY.

E. HENRI ROY,
President.

Le secrétaire-trésorier,
EMMANUEL DEMERS.

EMMANUEL DEMERS,
Secretary Treasurer.

4773-0

4773

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 27 octobre 1943, les règlements 1 à 41 inclusivement de "Hyde Park Employees Social and Philanthropic Association"—tels qu'adoptés à l'assemblée du 18 juin 1943—ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is given that, by Order in Council bearing date October 27th, 1943, the by-laws 1 to 41 inclusively of "Hyde Park Employees Social and Philanthropic Association"—as adopted at the meeting of June 18th, 1943—have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 30 octobre 1943.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 30th of October, 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

4774-0

4774

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

AVIS

NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Detroit Radiator Company Limited s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Notice is hereby given that the Detroit Radiator Company Limited will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montréal, le 27 octobre 1943.

Montreal, October 27, 1943.

Le secrétaire,
H. LANG.

H. LANG,
Secretary.

4755

4755-0

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Glenwool Products Ltd." s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor in Council by Glenwool Products Ltd. praying that permission be granted to surrender its charter from and after the date which the Lieutenant-Governor may be pleased to determine.

Montréal, le 29 octobre 1943.

Montreal, 29th day of October, 1943.

GLENWOOL PRODUCTS LTD.,
Par la secrétaire,
ROSE N. CHORLTON.

GLENWOOL PRODUCTS LTD.,
Per: ROSE N. CHORLTON,
Secretary.

4775

4775-0

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Immeuble Gréco-Dorique Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1938.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Immeuble Gréco-Dorique Inc.", incorporated by letters patent bearing date the twenty-fifth day of March, 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'octobre 1943, ladite compagnie aura pris fin.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of October, 1943, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du Procureur Général, ce 18ième jour d'octobre 1943.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of October, 1943.

L'Assistant-Procureur Général Suppléant,
P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

4784-0

4784

**Compagnie autorisée à faire
des affaires**

**Company authorized to do
Business**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Credit Arcade Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités prescrites par les lois actuellement en vigueur dans cette province.

Le siège social de la corporation, en la province de Québec, est établi à la chambre 901, de l'Édifice Drummond, au N° 1117, ouest, rue Sainte-Catherine, en la cité de Montréal.

Son agent principal dans ladite province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, est M. Nathan Gelber, marchand, de la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 26 octobre 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
4767 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that "Credit Arcade Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at Room 901 of the Drummond Building, at No. 1117 St. Catherine St. West, in the City of Montreal.

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. Nathan Gelber, Merchant, of the City of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of October, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que "Associated Gospel Churches in the Province of Quebec", une congrégation de dénomination Protestante, fera application à la prochaine session de la Législature de Québec, à l'effet d'obtenir une charte lui conférant entre autres pouvoirs, le droit de fonder et d'établir, dans la Province de Québec, des congrégations dont le but sera d'exercer des œuvres religieuses qui seront conformes aux mêmes doctrines que celles pratiquées par les membres de la dite dénomination.

Le projet de loi qui sera présenté comprendra les privilèges et les obligations d'usage qui sont accordés et requis de telles organisations religieuses.

Daté à Montréal, Québec, le vingtième jour d'octobre, mil neuf cent quarante-trois.

Le procureur de la requérante,
HOWARD S. ROSS.
57 St. Jacques Ouest,
Montréal. 4668-43-4-o

Public notice is hereby given that Associated Gospel Churches in the Province of Quebec, a Protestant denomination, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating it as a body politic and corporate with the objects of establishing congregations throughout the said Province and carrying on religious work according to the tenets and beliefs of the said denomination.

The Bill to be presented will contain the usual privileges granted to and the usual obligations required of such religious organizations.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, on October 20, one thousand nine hundred and forty-three.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for the Applicants.
57 St. James St. West,
Montreal. 4668-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que MM. Léopold Paquin, cultivateur, de Nicolet; Charles Castonguay, cultivateur, de Causapsal; Aurèle Pelletier, cultivateur, de Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, cultivateur, de Saint-Camille de Wolfe; Omer-E. Milot, cultivateur, de Yamachiche; Simon Maltais, cultivateur, de Chicoutimi; Lucien Gendron, cultivateur, de Beauharnois; Delphis Marois, cultivateur, de Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, cultivateur, de Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, cultivateur, de Sainte-Edwidge de Compton; J.-Ferdinand Contant, cultivateur, de Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, cultivateur, de Guigues de Témiscamingue; Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur, de Saint-Robert de Richelieu; s'adresseront à la Législature de la

Public notice is hereby given that Léopold Paquin, farmer, of Nicolet; Charles Castonguay, farmer, of Causapsal; Aurèle Pelletier, farmer, of Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, farmer, of Saint-Camille de Wolfe; Omer-E. Milot, farmer, of Yamachiche; Simon Maltais, farmer, of Chicoutimi; Lucien Gendron, farmer, of Beauharnois; Delphis Marois, farmer, of Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, farmer, of Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, farmer, of Sainte-Edwidge de Compton; J. Ferdinand Contant, farmer, of Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, farmer, of Guigues de Témiscamingue; Jean-Baptiste Lemoine, farmer, of Saint-Robert de Richelieu; will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating

Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront ensuite se joindre à eux, sous le nom de "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs", ou "La Société Mutuelle D'Assurances Générales de L'U. C. C.", aux fins de réaliser les opérations d'assurance et de réassurance suivantes: contre les dommages de toute nature à la propriété, contre les accidents, d'automobile, de la responsabilité légale, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, de garantie et fidélité, contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, industrielle, maritime océanique, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail et les animaux, sur les machines agricoles, contre le bris de glace, contre la maladie, contre la rupture des tuyaux ou réservoirs à l'eau ou leurs accessoires, contre les défauts dans les extincteurs automatiques, sur les machines électriques, sur les chaudières à vapeur, contre les intempéries de toute nature y compris cyclones, tornades, crue des eaux, tremblement de terre et grêle, contre les dommages à la propriété ou aux personnes résultant d'accidents d'aviation, y compris les dommages à l'avion, contre les émeutes ou soulèvements populaires y compris l'invasion et la guerre, et tout autre genre d'assurance excepté l'assurance-vie.

Le siège social de ladite corporation sera situé à Montréal.

La corporation réalisera des opérations d'assurance mutuelle, avec ou sans billet de dépôt quant à l'assurance-incendie, et des opérations d'assurance à prime fixe ou au comptant.

Montréal, ce 23 octobre 1943.

Le Procureur des Pétitionnaires,
4698-44-4-0 J.-PAUL VERSCHELDEN, avocat.

them and all those who may thereafter join them, under the name of "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs" or "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de L'U. C. C.", in order to transact the following classes of insurance or reinsurance: damage of all kinds to property, accidents, automobile, public liability, against housebreaking or burglary, credit insurance, warranty, explosion, fire, against larceny, industrial, ocean marine, inland marine, interior transportation, livestock, agricultural equipment, plate-glass, sickness, leakage of pipes and water reservoirs with accessories thereto, including sprinkling leakage, electrical machinery, steam boiler, weather, including cyclones, tornadoes, water escape, earthquake and hail, against damage to property and person resulting from aircraft accidents, including damage to the aircraft, for loss caused by riot, civil commotion, invasion and war, or any other class of insurance except life insurance.

The head office of the said corporation shall be located in Montreal.

The corporation shall transact mutual insurance, with or without premium note with respect to fire insurance, and insurance for a fixed or cash premium.

Montreal, October 23rd, 1943.

J.-PAUL VERSCHELDEN, barrister,
4698-44-4-0 Attorney for Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que les soussignés, Émile Lavergne, laitier, Geo. Mercier, rentier, J. Antonio Héroux, manufacturier, tous trois contribuables de la cité de Shawinigan Falls, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Shawinigan Falls aux fins suivantes:

1. Augmenter le nombre des quartiers de trois à quatre en subdivisant le quartier N° 3 en deux, dont l'un (quartier N° 3) compris dans la limite de la paroisse St-Marc et l'autre (quartier N° 4) compris dans les limites de la paroisse du Christ-Roi.

2. Augmenter de six à huit le nombre des échevins.

Shawinigan Falls, 20 octobre 1943.

Le procureur des requérants,
4712-44-4-0 ALEX. BASTIEN.

Public notice is hereby given, that the undersigned: Émile Lavergne, milkman, Geo. Mercier, annuitant, J. Antonio Héroux, manufacturer, all three taxpayers of the city of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls, for the following purposes:

1. To increase the number of Wards from three to four by subdividing Ward No. 3 into two, one of which (Ward No. 3) comprised within the limits of the Parish of St-Marc and the other (Ward No. 4) comprised within the limits of the Parish of Christ-Roi.

2. To increase the number of aldermen from six to eight.

Shawinigan Falls, October 20th, 1943.

ALEX. BASTIEN,
4712-44-4 Attorney for Petitioners.

Avis est, par les présentes, donné que l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal s'adressera, au cours de la prochaine session, à la Législature, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'amender, plus particulièrement quant à ses pouvoirs, aux taux de contributions des membres, à la contribution de la Compagnie des Tramways de Montréal, et aux classes et montants des bénéfices à être payés, celle la constituant en corporation et ses amendements (4 Édouard VII, chapitre 102, 8 Édouard VII, chapitre 129, et 2 George V, chapitre 98), et d'abroger les règlements la gouvernant actuellement pour les remplacer par de

Notice is hereby given that The Montreal Tramways Company Mutual Benefit Association will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the coming session for the passing of an Act amending its charter (4 Edward VII, chapter 102, and its amending Acts, 8 Edward VII, chapter 129, and 2 George V, chapter 98), and this more particularly with respect to its powers, to the rates of contributions payable by members, to the contribution of the Montreal Tramways Company, and to the classes and amounts of benefits to be paid, and repealing the Rules and By-Laws presently in force in order to replace them by new By-Laws approved

nouveaux, approuvés par ses membres et par le Surintendant des Assurances de la province.

Montréal, 26 octobre, 1943.

Les avocats de la pétitionnaire,
4776-45-4-o LÉTOURNEAU, TANSEY & MONK.

by its members and by the Superintendent of Insurance of the province.

Montreal, October 26th., 1943.

LÉTOURNEAU, TANSEY & MONK,
4776-45-4-o Attorneys for petitioner.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Beauce, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Pierre-de-Broughton" et que son principal siège d'affaires est à St-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce trentième jour d'octobre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
4770-o ADRIEN MORIN.

Avis est par la présente donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Nicolet, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120) sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Sophie de Levrard" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Sophie de Levrard, comté de Nicolet.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce deuxième jour de novembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
4778-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Beauce, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Pierre-de-Broughton" and that its principal place of business is at St-Pierre-de-Broughton, County of Beauce.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirtieth day of October, 1943.

ADRIEN MORIN,
4770 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Nicolet, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120) under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Sophie de Levrard" and that its principal place of business is at Ste-Sophie de Levrard, county of Nicolet.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this second day of November, 1943.

ADRIEN MORIN,
4778 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance 43-SP-XX

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 27 octobre 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents. MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec, et en coopération avec la Commission des prix et du commerce en temps de guerre;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs, les distributeurs de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs ne peuvent livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle décrétée par le gouvernement fédéral).

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order 43-SP-XX

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, October 27th, 1943, held in the Office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10.00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Québec, and in cooperation with the Wartime Prices and Trade Board;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, the distributors of dairy products and the producer-suppliers shall not deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon, and after seven o'clock in the afternoon (Federal Government Official Time).

2. La région de Québec comprend la cité de Québec, et les municipalités de Sillery et Ste-Foye.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 novembre 1943.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ, commissaire.
GILBERT MACMILLAN, "

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
4756-o de l'Industrie Laitière.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec and the municipalities of Sillery and Ste-Foye.

The present order comes into force on November 15th, 1943.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JULES CÔTÉ, Commissioner.
GILBERT MACMILLAN, "

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
4756-o

Département de l'Instruction publique

N° 773-43

Québec, le 25 octobre 1943.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de St-Zotique, comté de Soulanges, le lot N° 10 du cadastre officiel de St-Zotique, appartenant à M. J.-Henri Gauthier, et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Côteau-Landing, même comté.

4709-44-2-o

N° 1870-43

Québec, le 3 novembre 1943.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Luc, comté de St-Jean, le lot 33 et la partie du lot 32 du cadastre officiel de St-Luc, appartenant à M. Aurel L'Ecuyer et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Chambly, dans le comté de Chambly.

4777-45-2-o

Department of Education

No. 773-43

Quebec, October 25th, 1943.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of St-Zotique, County of Soulanges, lot No. 10 of the official cadastre for St-Zotique, belonging to Mr. J. Henri Gauthier, and to annex the same to the school municipality of the Village of Côteau-Landing, same county.

4709-44-2

No. 1870-43

Quebec, November 3rd, 1943.

Application is made to detach from the school municipality of St-Luc, County of St-Jean, lot 33 and that part of lot 32 on the official cadastre for St-Luc, belonging to Mr. Aurel L'Ecuyer, and to annex the same to the school municipality of the Parish of Chambly, in the County of Chambly.

4777-45-2

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur René-L. Ménard, notaire, demeurant et pratiquant à Hull, district judiciaire de Hull, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Timoléon Lacourcière, en son vivant notaire à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Québec, ce 8 octobre 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
4607-42-5-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par Monsieur Raoul Demers, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Romuald d'Etchemin, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Boutin Bourassa, en son vivant, notaire, à Saint-Romuald d'Etchemin, dans le district judiciaire de Québec.

Québec, le 13 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4626-42-5-o JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. René-L. Ménard, notary, residing and practising at Hull, judicial district of Hull, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Timoléon Lacourcière, in his lifetime notary, at Maniwaki, judicial district of Hull.

Quebec, October 8th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4607-42-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor by Mr. Raoul Demers, notary, residing and practising at Saint-Romuald d'Etchemin, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Joseph Boutin Bourassa, in his lifetime, notary, at Saint-Romuald d'Etchemin, in the judicial district of Quebec.

Quebec, October 13th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4626-42-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-conseil par M. Charles-Auguste Emond, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me J.-Arthur Couture, en son vivant, notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 23 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4695-44-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par monsieur J.-Cyprien Sawyer, notaire, demeurant et pratiquant à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Zacharie Forest, en son vivant notaire à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Québec, ce 25 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4701-44-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Joseph-Léonidas Beaudet, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Narcisse Forest, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, ce 27 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4719-44-5-0 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Charles Auguste Emond, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. J. Arthur Couture, in his lifetime, notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, October 23, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4695-44-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J.-Cyprien Sawyer, notary, residing and practising at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. Zacharie Forest, in his lifetime, notary at Trois-Rivières, judicial District of Trois-Rivières.

Quebec, October 25th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4701-44-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Léonidas Beaudet, notary, residing and practising at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Narcisse Forest, retired notary, who practised at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne.

Quebec, October 27, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4719-44-5 Under Secretary of the Province.

Nomination

Le 2 novembre 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 27 Octobre 1943, de nommer commissaire d'écoles M. Adélarde Therrien, pour la municipalité scolaire de la paroisse de St-Janvier, dans le comté de Terrebonne. 4766-0

Appointment

November 2nd, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated October 27th, 1943, to appoint Mr. Adélarde Therrien, School Commissioner for the School Municipality of the Parish of St-Janvier, in the County of Terrebonne. 4766

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (En vertu de la Loi de faillite) N° 174. In re: Summerlea Golf Club Incorporated, un corps politique dûment incorporé et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Lachine, district de Montréal, débitrice.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal rendu le troisième jour de novembre 1943, le syndic soussigné, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi,

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court (Under the Bankruptcy Act) No. 174. In re: Summerlea Golf Club Incorporated, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business in the City of Lachine, District of Montreal, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a Judgment of the Superior Court for the District of Montreal, rendered on the third day of November, 1943, the undersigned Trustee in exercise of the powers conferred upon him by

vendra par shérif à l'enchère publique, le DIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1943, au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, district de Montréal, à DIX heures du matin, au plus haut enchérisseur de la manière et selon et sujet aux termes et conditions ci-après posés et dûment approuvés par ladite Cour, les propriétés suivantes de la débitrice :

"Cette certaine propriété située en partie dans la cité de Lachine et en partie dans la paroisse de La Présentation de la Sainte-Vierge, avec les bâtisses dessus érigées, et ladite propriété étant composée de :

1. La plus grande partie est du lot numéro cinq cent quarante-quatre (Ptie E. 544), paroisse de St-Laurent, de forme irrégulière, comprenant une superficie d'environ soixante arpents et un centième (60.01 arpents), plus ou moins, et étant bornée au nord-est par une partie du lot numéro cinq cent quarante-six, paroisse de St-Laurent, à l'est par une partie dudit lot numéro neuf cent trois, paroisse de Lachine, au sud-est par les parties des lots numéros neuf cent, huit cent quatre-vingt-dix-neuf, huit cent quatre-vingt-dix-huit, huit cent quatre-vingt-dix-sept et la partie ci-après décrite du lot numéro huit cent quatre-vingt-seize auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent;

2. La plus grande partie sud dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize (Ptie S. 896) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, de forme irrégulière, comprenant une superficie d'environ vingt-six arpents et étant bornée au nord-est par cette partie dudit lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent, ci-dessus décrit en premier lieu, au sud-est par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, paroisse de Lachine, à l'ouest par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-quinze, paroisse de Lachine, et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine.

Avec ensemble le droit de passage à pieds, avec des véhicules et des animaux en tout temps dans et sur cette certaine lisière de terrain à être prise de la partie sud-ouest desdits lots numéros cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent, et huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine, longeant la ligne de division sud-ouest entre lesdits lots et le lot numéro huit cent quatre-vingt-quinze, paroisse de Lachine, immédiatement adjacent au sud-ouest, ladite lisière de terrain mesurant trente pieds de largeur par l'entière profondeur à être prise du coin ouest de la propriété ci-dessus décrite, étant le coin nord-ouest de cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine, ci-dessus décrit, allant dans une direction nord-ouest le long de la ligne de division nord-est dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-quinze, paroisse de Lachine, vers et jusqu'au chemin Côte de Liesse; ladite lisière de terrain étant composée d'une partie dudit lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent, comprenant une superficie de trente et un centièmes d'un arpent (.31) et d'une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine, comprenant une superficie d'un arpent et huit centièmes (1.08 arp.).

3. Ce certain emplacement situé dans la paroisse de Lachine, connu comme étant la partie

law will cause to be offered for sale by the Sheriff at public auction, on the TENTH day of the month of DECEMBER, 1943, at the office of the Sheriff, at the Court House, in the City of Montreal, District of Montreal, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, to the highest bidder in the manner and upon and subject to the terms and conditions hereinafter set forth and duly approved by the said Court, the following properties of the Debtor:

"That certain property situate partly in the City of Lachine and partly in the Parish of La Présentation de la Sainte-Vierge, with the buildings thereon erected, and being composed, said property, of:

1. The greater east part of lot number five hundred and forty-four (E.Pt.544), Parish of St. Laurent, of irregular figure, containing a superficial area of about sixty arpents and one hundredth of an arpent (60.01 arpt.), more or less, and being bounded to the north-east by part of lot number five hundred and forty-six, Parish of St. Laurent, to the east by part of said lot number nine hundred and three, Parish of Lachine, to the south-east by parts of lots numbers nine hundred, eight hundred and ninety-nine, eight hundred and ninety-eight, eight hundred and ninety-seven and the part hereinafter described of lot number eight hundred and ninety-six upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, and to the north-west by the residue of said lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent;

2. The greater south part of said lot number eight hundred and ninety-six (S. Pt. 896) upon the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, of irregular figure, containing a superficial area of about twenty-six arpents and being bounded to the north-east by that part of said lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent, hereinabove firstly described, to the south-east by part of said lot number eight hundred and ninety-seven, Parish of Lachine, to the west by part of said lot number eight hundred and ninety-five, Parish of Lachine, and to the north-west by the residue of said lot number eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine.

Together with the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times, in and upon that certain strip of land to be taken from the south-west part of said lots numbers five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent, and eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine, running along the south-west division line, between said lots and lot number eight hundred and ninety-five, Parish of Lachine, immediately adjacent to the south-west, said strip of land measuring thirty feet in width by the whole depth to be taken from the west corner of the property hereinabove described, being the north-west corner of that part of said lot number eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine, hereinabove described, running in a north-westerly direction along the north-east division line of said lot number eight hundred and ninety-five, Parish of Lachine, to and as far as Côte de Liesse Road; said strip of land being composed of part of said lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent, containing a superficial area of thirty-one hundredths of an arpent (.31) and of part of said lot number eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine, containing a superficial area of one arpent and eight hundredths of an arpent (1.08 Arpt.).

3. That certain emplacement situate in the Parish of Lachine, known as the north-west part

nord-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept (Ptie N.O.897) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant toute cette partie dudit lot situé au nord-ouest de l'emprise du Canadian Pacific Railway moins cette lisière nord-est d'icelui longeant la ligne de division nord-est entre ledit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept et le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, ladite lisière mesurant trente-trois pieds (33') de largeur par l'entière profondeur s'étendant de ladite emprise du Canadian Pacific Railway à la propriété ci-dessus décrite en premier lieu (a), ledit emplacement comprenant une superficie de cent douze arpents et quatre-vingt-cinq centièmes (112.85 arp.), et étant borné au nord par une partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, au nord-est par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, paroisse de Lachine, étant la lisière de terrain ci-dessus mentionnée, au sud-est par l'emprise du Canadian Pacific Railway, au sud-ouest par les parties des lots numéros huit cent quatre-vingt-quatorze et huit cent quatre-vingt-quinze auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et au nord-ouest par les parties des lots numéros huit cent quatre-vingt-quinze et huit cent quatre-vingt-seize auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec ensemble le droit de passage à pieds, avec des véhicules et des animaux en tout temps dans et sur la rue publique projetée formant partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, étant toute cette lisière nord-est longeant la ligne de division nord-est entre ledit lot et le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit, mesurant soixante-six pieds de largeur, et étant bornée au nord-ouest par l'emprise du Grand Trunk Railway, au sud-est par le chemin public, au nord-est par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit, et au sud-ouest par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept;

4. Ce certain emplacement situé dans la paroisse de Lachine, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie N.O.898) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant cette partie dudit lot situé au nord de l'emprise du Canadian Pacific Railway, ledit emplacement comprenant une superficie de trente arpents et trois centièmes (30.03 arp.) et étant borné au nord par une partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, au nord-est par une partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, au sud-est par ladite emprise du Canadian Pacific Railway, et au sud-ouest par la lisière de terrain ci-après décrite et formant partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, avec ensemble ladite lisière de terrain allant le long de la ligne de division nord-est entre ledit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept et cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit ci-dessus décrit, ladite lisière de terrain mesurant trente-trois pieds de largeur par l'entière profondeur s'étendant de ladite emprise du Canadian Pacific Railway à la propriété ci-dessus décrite en premier lieu (a) et

of lot number eight hundred and ninety-seven (N.W.Pt.897) upon the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, being all that part of said lot situate to the north-west of the Canadian Pacific Railway right-of-way less that north-east strip thereof running along the north-east division line between said lot number eight hundred and ninety-seven and lot number eight hundred and ninety-eight upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, measuring, said strip, thirty-three feet (33') in width by the whole depth extending from said the Canadian Pacific Railway right-of-way to the property hereinabove firstly (a) described, containing, said emplacement, a superficial area of one hundred and twelve arpents and eighty-five hundredths of an arpent (112.85 Arpts.), and being bounded to the north by part of lot number five hundred and forty-four upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, to the north-east by part of said lot number eight hundred and ninety-seven, Parish of Lachine, being the strip of land hereinabove mentioned, to the south-east by the Canadian Pacific Railway right-of-way, to the south-west by parts of lots numbers eight hundred and ninety-four and eight hundred and ninety-five upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, and to the north-west by parts of lots numbers eight hundred and ninety-five and eight hundred and ninety-six upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine.

Together with the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times in, over and upon the proposed public street forming part of said lot number eight hundred and ninety-seven, being all that north-east strip thereof running along the north-east division line between said lot and lot number eight hundred and ninety-eight, measuring sixty-six feet in width, and being bounded to the north-west by the Grand Trunk Railway right-of-way, to the south-east by the public road, to the north-east by part of said lot number eight hundred and ninety-eight, and to the south-west by part of said lot number eight hundred and ninety-seven;

4. That certain emplacement situate in the Parish of Lachine, known and designated as the north-west part of lot number eight hundred and ninety-eight (N.W.Pt. 898) upon the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, being that part of said lot situate to the north of the Canadian Pacific Railway right-of-way, containing, said emplacement, a superficial area of thirty arpents and three hundredths of an arpent (30.03 Arpts.) and being bounded to the north by part of lot number five hundred and forty-four upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, to the north-east by part of lot number eight hundred and ninety-nine upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, to the south-east by said the Canadian Pacific Railway right-of-way, and to the south-west by the strip of land hereinafter described and forming part of lot number eight hundred and ninety-seven upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, together with the said strip of land running along the north-east division line between said lot number eight hundred and ninety-seven and that part of said lot number eight hundred and ninety-eight hereinabove described, measuring, said strip of land, thirty-three feet (33') in width by the whole depth extending from said the Canadian Pacific

connue comme étant une partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre (Ptie 544) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, ladite lisière de terrain comprenant une superficie de deux arpents et quatre-vingt-un centièmes (2.81 arp.), et étant bornée au nord-est par cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit, paroisse de Lachine, ci-dessus décrit, et au sud-ouest par une lisière de terrain semblable à être prise de cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, paroisse de Lachine, d'une largeur semblable de trente-trois pieds par l'entière profondeur s'étendant de ladite emprise du Canadian Pacific Railway à ladite partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent.

Avec et sujettes à toutes les servitudes actives et passives y attachées."

Les propriétés ci-dessus décrites seront vendues en bloc comme formant une seule exploitation.

Aucune offre ou enchère ne sera reçue à moins que l'enchérisseur dépose au préalable entre les mains de l'officier en charge de la vente, en argent ou au moyen d'un chèque visé ou certifié par une banque canadienne, la somme de soixante-sept cents dollars (\$6700.) à l'ordre du syndic.

La vente précédente sera aussi faite sujette aux "Conditions spéciales de vente" dûment approuvées par la Cour, copies desquelles sont déposées au bureau du soussigné où toutes personnes intéressées peuvent en prendre connaissance.

Cette vente équivaut à une vente par le shérif.

Montréal, le 3 novembre 1943.

Le syndic de la faillite,
4771-45-2 LOUIS CHABOT.

Railway right-of-way to the property hereinabove firstly (a) described and known as part of lot number five hundred and forty-four (Pt. 544) upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, containing, said strip of land, a superficial area of two arpents and eighty-one hundredths of an arpent (2.81 Arpts.), and being bounded to the north-east by that part of said lot number eight hundred and ninety-eight, Parish of Lachine, hereinabove described, and to the south-west by a similar strip of land to be taken from that part of said lot number eight hundred and ninety-seven, Parish of Lachine, of a similar width of thirty-three feet by the whole depth extending from said the Canadian Pacific Railway right-of-way to the said part of lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent.

With and subject to all servitudes active and passive attached thereto."

The above described properties will be sold en bloc as forming one single parcel.

No offer or bid will be received unless the bidder previously deposits with the Officer charged with making the sale, in cash, or by an accepted or certified cheque on a Canadian bank, to the order of the trustee, the sum of sixty-seven hundred dollars (\$6700.00).

The foregoing sale shall also be made subject to the "Special Conditions of Sale" duly approved by the Court, copies whereof are deposited at the office of the undersigned, where any interested party may take cognizance thereof.

This sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, 3rd November, 1943.

LOUIS CHABOT,
4771-45-2-0 Trustee in Bankruptcy.

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 27 septembre 1943, dans une cause N° 218304 dans laquelle Léopold Desrochers, journalier, Dame Marguerite Desrochers, épouse commune en biens de Filmer Sutton, mouleur, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, et Dame Georgette Desrochers, épouse commune en biens de Marcel Archambault, tailleur, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous des cité et district de Montréal, sont demandeurs; et Anasthase Brien dit Desrochers, et Dame Marie-Jeanne Desrochers, épouse commune en biens de Paul-Émile Thifeault, boucher, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous du même lieu, sont défendeurs, la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée, savoir:

"Un emplacement portant les numéros 39 et 40 de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389-39 et 40) du cadastre de la Paroisse de la Longue Pointe, avec les bâtisses dessus construites, dont une maison portant les numéros 1493 et 1495 rue de Boucherville en la cité de Montréal, avec droit de passage dans et sur les lots numéros 389-12 et 389-43 du même cadastre."

Sale by Licitation

NOTICE OF LICITATION

Notice if given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 27th September, 1943, in a case No. 218304 wherein Léopold Desrochers, laborer, Dame Marguerite Desrochers, wife common as to property of Filmer Sutton, moulder, and the latter both personally and to authorize his said wife, and Dame Georgette Desrochers, wife common as to property of Marcel Archambault, tailor, and the latter both personally and to authorize his said wife, all of the city and district of Montreal, are plaintiffs; and Anasthase Brien dit Desrochers, and Dame Marie-Jeanne Desrochers, wife common as to property of Paul Émile Thifeault, butcher, and the latter both personally and to authorize his said wife, all of the same place, are defendants, the licitation of the immovable hereinafter designated has been ordered, to wit:

An emplacement bearing Nos. 39 and 40 of the official subdivision of lot number three hundred and eighty-nine (389-39 and 40) of the cadastre of the Parish of Longue Pointe, with the buildings thereon erected, of which one house bearing Nos. 1493 and 1495 Boucherville street in the city of Montreal, with right of way in and over lots Nos. 389-12 and 389-43 of the same cadastre.

Suivant jugement de ladite Cour en date du 25 octobre 1943, ces deux lots seront vendus en bloc comme ne formant qu'une seule exploitation.

Un dépôt de \$1,200.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le susdit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le JEUDI, DEUX DÉCEMBRE 1943, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure de Montréal, Cour tenante, dans la salle d'audience N° 32 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 25 octobre 1943.

Les procureurs des demandeurs,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
84 rue Notre-Dame ouest, Montréal.

4710-44-2-o

Pursuant to a judgment of the said Court dated the 25th of October, 1943, these two lots will be sold "en bloc" as forming but one and the same lot of land.

A deposit of \$1,200 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on THURSDAY, the SECOND of DECEMBER, 1943, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 32 of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montréal, October 25, 1943.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for plaintiffs.
84 Notre-Dame street West, Montreal.

4710-44-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de } ROSARIO BEAUREGARD,
Chicoutimi, } journalier et marchand, de
N° 6968 } l'endroit appelé Chute aux Galets,
district de Chicoutimi, demandeur; vs NIL LAGACÉ, cultivateur, de Saint-Honoré, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Les lots numéros soixante-six et soixante-sept (66 & 67), rang huit (8), au cadastre officiel du canton Tremblay, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances, appartenances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Saint-Honoré, VENDREDI, le DIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, RENÉ DELISLE,
Chicoutimi, 28 octobre 1943. 4768-45-2-o
[Première publication, 6 novembre 1943]

KAMOURASKA

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.
N° 15747. } ARMAND CÔTÉ, marchand
du Lac des Aigles, demandeur; vs JACQUES SIROIS, de St-Guy, dans le comté de Rimouski, défendeur.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of } ROSARIO BEAUREGARD,
Chicoutimi, } laborer and merchant, of the
No. 6968 } place called "Chute aux Galets",
District of Chicoutimi, plaintiff; vs NIL LAGACÉ, farmer, of Saint-Honoré, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

Lots numbers sixty-six and sixty-seven (66 & 67), Range Eight (8), of the official cadastre for the Township Tremblay, with all the buildings thereon erected, circumstances, appurtenances and dependencies.

To be sold "en bloc", at the parochial church door of Saint-Honoré, on FRIDAY, the TENTH day of the month of DECEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, October 28, 1943. 4768-45-2
[First publication, November 6, 1943]

KAMOURASKA

Superior Court.—District of Kamouraska.
No. 15747. } ARMAND CÔTÉ, merchant
of Lac des Aigles, plaintiff; vs JACQUES SIROIS, of St-Guy, in the County of Rimouski, defendant.

Un lot de terre portant le numéro vingt-cinq (25) du septième rang du canton Bédard, dans le comté de Rimouski, actuellement en la possession de Jacques Sirois, le défendeur, à titre de propriétaire.

Pour être vendu MARDI, le SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1943, à TROIS heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Guy.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 3 novembre 1943.

Le shérif,
E.-A. DOUCET.
4779-45-2-0
[Première publication, 6 novembre 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } BANQUE CANADIENNE
221460 } NATIONALE, deman-
deresse; vs LES HERITIERS DE FEU HUGO
WILD, défendeurs; et J.-ARTHUR ARCHAM-
BAULT *es-qualité* de curateur provisoire à la suc-
cession de feu Hugo Wild, mis-en-cause.

1. "Un emplacement ayant front sur la rue Colborne, en la cité de Montréal, étant composé: 1. Du lot numéro seize cent soixante-six (1666) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne. 2. D'une partie du lot numéro seize cent soixante-sept (P-1667) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt pieds et deux pouces de largeur en front, et vingt-deux pieds et soixante-neuf centièmes d'un pied dans sa ligne nord-est et quatre-vingt-seize pieds et sept pouces dans ses lignes nord-ouest et sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Colborne, du côté nord-est par une partie du lot N° 1665 décrit en troisième lieu, au nord-ouest par la rue Smith, et du côté sud-est par le lot N° 1666 mentionné en premier lieu. 3. D'une partie du lot numéro seize cent soixante-cinq (P-1665) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-deux pieds et soixante-neuf centièmes d'un pied dans sa ligne sud-ouest, quatre-vingt-dix-sept pieds dans sa ligne nord-ouest, et vingt-cinq pieds et dix-neuf centièmes d'un pied dans sa ligne nord-est, mesure anglaise et plus ou moins, borné du côté nord-ouest par la rue Smith, du côté nord-est par la rue Shannon, du côté sud-est par le lot N° 1666 mentionné en premier lieu et du côté sud-ouest par une partie du lot N° 1667 décrit en deuxième lieu, desdits plan et livre de renvoi officiels. Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 121-25 rue Colborne. Avec toutes les servitudes actives et passives y attachées."

Les trois lots et parties de lots ci-dessus seront vendus en bloc comme une seule et même exploitation, suivant jugement de la cour supérieure en date du 5 octobre 1943.

2. "Un emplacement situé sur la rue Colborne, en la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest du lot numéro seize cent soixante-neuf (P.N.O. 1669) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, mesurant quatre-vingt-seize pieds et dix pouces dans sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-seize pieds et trois pouces dans sa ligne nord-est, quatre-vingt-dix-sept pieds dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-seize pieds et huit pouces dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Colborne, du côté nord-est par les lots nos 1661, 1662 et 1663, du côté nord-ouest par le lot N° 1670 et du côté sud-est par une partie dudit lot N° 1669. Avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 179-193 rue Colborne. Avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, et avec

A lot of land bearing number twenty-five (25) of the seventh range of the Township Bédard, in the County of Rimouski, actually in the possession of Jacques Sirois, the defendant, under title of owner.

To be sold on TUESDAY, the SEVENTH day of DECEMBER, 1943, at THREE o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of St-Guy.

Sheriff's Office,
Rivière du Loup, November 3rd, 1943.

E. A. DOUCET,
Sheriff.
4779-45-2
[First publication, November 6th, 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } BANQUE CANADIEN-
221460 } NE NATIONALE,
plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE
HUGO WILD, defendants; and J. ARTHUR
ARCHAMBAULT *es-qualité* of provisory curator
to the estate of the late Hugo Wild, mis-en-cause.

1. "An emplacement fronting on Colborne Street, in the City of Montreal, being composed: 1. Of lot number sixteen hundred and sixty-six (1666) on the official plan and book of reference of the St. Ann's Ward. 2. Of part of lot number sixteen hundred and sixty-seven (P-1667) on said official plan and book of reference, measuring twenty feet and two inches in width in front, twenty-two feet and sixty-nine hundredths of a foot in its north-east line and ninety-six feet and seven inches in its north-west and south-east lines, English measure and more or less, bounded in front by Colborne Street, on the north-east side by part of lot No. 1665 thirdly described, to the north-west by Smith Street, and to the south-east side by lot No. 1666 firstly mentioned. 3. Of part of lot number sixteen hundred and sixty-five (P-1665) on said official plan and book of reference, measuring twenty-two feet and sixty-nine hundredths of a foot in its south-west line, ninety-seven feet in its north-west line, and twenty-five feet and nineteen hundredths of a foot in its north-east line, English measure and more or less, bounded to the north-west side by Smith Street, to the north-east side by Shannon Street, to the south-east side by lot No. 1666 firstly mentioned and to the south-west side by part of lot No. 1667 secondly described, of said official plan and book of reference. With the buildings thereon erected and bearing civic numbers 121-25 of Colborne Street. With all the active and passive servitudes attached thereto."

The above three lots and parts of lots to be sold en "bloc" as a single plot, pursuant to a Judgment of the Superior Court dated October 5th 1943.

2. "An emplacement situated on Colborne Street in the City of Montreal, being the north-west part of lot number sixteen hundred and sixty-nine (N.W.P. 1669) on the official plan and book of reference of the St-Ann's Ward, measuring ninety-six feet and ten inches in its north-west line, ninety-six feet and three inches in its north-east line, ninety-seven feet in its south-east line, and ninety-six feet and eight inches in its south-west line, English measure and more or less, bounded in front by Colborne Street, to the north-east side by lots Nos. 1661, 1662 and 1663, to the north-west side by lot No. 1670 and to the south-east side by another part of said lot No. 1669. With the buildings thereon erected and bearing civic numbers 179-193 of Colborne Street. With all the active and pas-

les bâtisses dessus érigées et avec le droit de passage à pieds et avec des véhicules sur une lisière de neuf pieds de largeur par soixante-quatre pieds de profondeur de la rue Colborne, à prendre du côté nord-ouest de l'emplacement adjacent appartenant à Ernest Cousins, Limited ou représentants, étant une autre partie dudit lot N° 1669."

3. "Un emplacement au coin sud-ouest des rues Duke et William, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot officiel numéro dix-sept cent vingt-trois (N° 1723, ptie N.O.) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne de la cité de Montréal, mesurant quarante-quatre pieds et six pouces de largeur dans la ligne nord-est sur la rue Duke, cinquante-deux pieds et cinq pouces de largeur dans la ligne sud-ouest, quarante-huit pieds et huit pouces de profondeur dans la ligne nord sur la rue William et quarante-huit pieds et trois pouces de profondeur dans la ligne sud-est, borné au nord-est par la rue Duke, au sud-ouest par une partie du lot officiel N° 1722, au nord-ouest par la rue William, et au sud-est par le résidu dudit lot N° 1723. Avec la bâtisse dessus érigée connue comme étant le N° 830-32 rue William et avec les servitudes actives et passives y attachées."

4. "Un certain lot de terre ayant front sur la rue Duke, en la cité de Montréal, connu et désigné par le numéro dix-sept cent trente-quatre (N° 1734) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne. Avec la bâtisse dessus érigée connue comme étant le N° 297 rue Duke et avec toutes les servitudes actives et passives y attachées."

5. "Un certain emplacement ayant front sur la rue St-Paul ouest, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois du lot officiel numéro dix-sept cent cinquante-six (N° 1756-3) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne de la cité de Montréal, borné en front au nord-ouest par la rue St-Paul ouest (autrefois nommée rue Collège), en arrière par le lot N° 1756-44, d'un côté au sud-ouest par le lot N° 1756-2, et de l'autre côté au nord-est par le lot N° 1756-4 audit plan officiel, mesurant vingt-huit pieds de largeur par cent onze pieds et quatre pouces de profondeur, comprenant une superficie totale de trois mille cent dix-sept pieds et un tiers, mesure anglaise, plus ou moins, déduction étant faite de la partie dudit lot prise pour l'élargissement de la rue St-Paul. Avec la bâtisse dessus érigée connue comme étant le N° 768 ouest, rue St-Paul. Ladite propriété est vendue sujette à la servitude en faveur des propriétaires du lot adjacent du côté nord-est, étant la subdivision quatre dudit lot officiel (N° 1756-4), du droit de vue ou du droit d'avoir des fenêtres donnant sur une partie dudit lot N° 1756-3, telle qu'établie par une convention entre Walter Lawson Price *et al.*, et Thomas J. Vipond *et al.*, passé devant L. A. Derome, N.P., le quatorzième jour de mars, dix-neuf cent onze, enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le N° 150412, avec la subrogation en faveur de l'acheteur du droit de recevoir et percevoir le paiement annuel de vingt-cinq dollars (\$25) stipulé dans ladite convention."

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Conformément à un jugement de la Cour Supérieure en date du 5 octobre 1943, un dépôt sera exigé de tout offrant ou enchérisseur comme

sive servitudes attached thereto, and with the buildings thereon erected and with the right of way on foot and with vehicles over a strip nine feet in width by sixty-four feet in depth from Colborne Street, taken from the North-West side of the adjoining emplacement belonging to Ernest Cousins, Limited, or representatives, being another portion of said lot No. 1669."

3. "An emplacement at the south-west corner of Duke and William Streets in the City of Montreal, known and designated as the North-west part of official lot number seventeen hundred and twenty-three (No. 1723, N.W.pt.) on the official plan and book of reference of the St-Ann's Ward of the City of Montreal, measuring forty-four feet six inches in width in the north-east line on Duke Street, fifty-two feet five inches in width in the south-west line, forty-eight feet eight inches in depth in the north line on William Street, and forty-eight feet three inches in depth in the south-east line, bounded to the north-east by Duke Street, to the south-west by part of official lot No. 1722, to the north-west by William Street, and to the south-east by the remainder of said lot No. 1723. With the building thereon erected known as No. 830-32 William Street and with the active and passive servitudes attached thereto."

4. "A certain lot of land fronting on Duke Street in the City of Montreal, known and designated by the number seventeen hundred and thirty-four (No. 1734) on the official plan and book of reference of St-Ann's Ward. With the building thereon erected known as No. 297 Duke Street and with all the active and passive servitudes attached thereto."

5. "A certain emplacement fronting on St. Paul Street West, in the City of Montreal, known and designated as subdivision number three of official lot number seventeen hundred and fifty-six (No. 1756-3) on the official plan and book of reference of the St-Ann's Ward of the City of Montreal, bounded in front to the north-west by St. Paul Street West (formerly called College Street), in rear by lot No. 1756-44, on one side to the south-west by lot No. 1756-2, and on the other side to the north-east by lot 1756-4 on said official plan, measuring twenty-eight feet in width by one hundred and eleven feet four inches in depth, containing a total superficial area of three thousand one hundred and seventeen and one third feet, English measure, more or less, deduction being made of the portion of said lot taken for the widening on St. Paul Street. With the building thereon erected known as No. 768 St. Paul Street West. The said property is sold subject to the servitude in favour of the proprietors of the adjoining lot on the north-east side, being subdivision four of said official lot (No. 1756-4), of the right of view or the right to have windows overlooking a portion of said lot No. 1756-3, as established by Agreement between Walter Lawson Price *et al.*, and Thomas J. Vipond *et al.*, passed before L. A. Derome, N.P., on the fourteenth day of March, nineteen hundred and eleven, registered in the Montreal West Registry Office under No. 150412, with subrogation in favor of the purchaser in the right to recover and receive the annual payment of twenty-five dollars (\$25.00) stipulated payable in said agreement."

To be sold, at my office, in the city of Montréal, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Pursuant to a judgment of the Superior Court, dated October 5th 1943, a deposit shall be exacted from each and every bidder as follows, to wit:

suit, à savoir: \$9,600 quant au paragraphe N° 1, \$1,300 quant au paragraphe N° 2, \$700 quant au paragraphe N° 3, \$1,900 quant au paragraphe N° 4 et \$1,000 quant au paragraphe N° 5.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, le 13 octobre 1943. 4639-42-2
[Première publication, le 16 octobre 1943]

\$9600.00 as to paragraph No. 1, \$1300.00 as to paragraph No. 2, \$700.00 as to paragraph No. 3, \$1900.00 as to paragraph No. 4 and \$1000.00 as to paragraph No. 5.

Sheriff's Office,
Montreal, October 13th, 1943. 4639-42-2-0
[First publication, October 16th, 1943]

RIMOUSKI

Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Rimouski, } JOS. MIVILLE; vs
N° 8139 } ÉVARISTE DES-
ROSIERS, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres, que le défendeur, Évariste Desrosiers, a et peut avoir sur le lot N° quarante-six, au cadastre officiel du rang un, du Canton Chénier, avec bâtisses sus construites.

Pour être vendus au Bureau d'enregistrement, à Rimouski, le SEPT DÉCEMBRE prochain, 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 2 novembre 1943. 4780-45-2-0
[Première publication, 6 novembre 1943]

Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Rimouski. } JOS. MIVILLE; vs
N° 8462. } RAOUL M I-
CHAUD, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres, que le défendeur Raoul Michaud a et peut avoir sur le lot N° cinquante-huit, au cadastre officiel du rang un, du canton Laroche, avec bâtisses sus-construites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, à Rimouski, le SEPT DÉCEMBRE prochain, 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 2 novembre 1943. 4781-45-2-0
[Première publication, 6 novembre 1943]

RIMOUSKI

Superior Court

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of Rimouski, } JOS. MIVILLE; vs
No. 8139 } ÉVARISTE DES-
ROSIERS, to wit:

All the rights of occupation, clearing, preemption, improvement and others, which the defendant, Évariste Desrosiers, has and may have on lot number forty-six of the official cadastre for Range one of the Township of Chénier—with buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office, at Rimouski, on the SEVENTH of DECEMBER next, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office,
Rimouski, November 2nd, 1943. 4780-45-2
[First publication, November 6th, 1943]

Superior Court

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of Rimouski. } JOS. MIVILLE; vs
No. 8462. } RAOUL MICHAUD,
to wit:

All the rights of occupancy, clearing, preemption, improvement and other rights, which the defendant Raoul Michaud has or may have in and on lot number fifty-eight, of the official cadastre for range one, of the township Laroche, with buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office, at Rimouski, on the SEVENTH of DECEMBER next, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office,
Rimouski, November 2, 1943. 4781-45-2
[First publication, November 6, 1943]

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville, établi en exécution du décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3181 du 27 octobre 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Jean and Iberville, formed under decree No. 3011, of November 6th, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 3181, of October 27, 1943, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 8 novembre 1943 au 8 novembre 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from November 8th, 1943, to November 8th, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a

somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$13.00 (salaire minimum établi par le décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaire et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formulaires de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes; 31 décembre 1943, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1944.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire pour la période se terminant le 8 novembre 1944.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 8 novembre 1944.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 60.00
Artisans.....	70.00
Salariés.....	25.00
Recettes diverses.....	5.00
	<u>\$ 160.00</u>

<i>Déboursés:</i>	
Salaire de l'inspecteur.....	\$ 120.00
Frais légaux.....	20.00
Papeterie.....	10.00
Vérification des livres.....	5.00
Divers.....	5.00
	<u>\$ 160.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1943. 4762-0

sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, namely \$13.00 (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages and percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the dues of the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before being sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is quireable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31st, 1943, March 31st, June 30th, and September 30th, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period ending November 8th, 1944.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ST-JEAN AND IBERVILLE

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending November 8th, 1944.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 60.00
Artisans.....	70.00
Employees.....	25.00
Various receipts.....	5.00
	<u>\$ 160.00</u>

<i>Expenses:</i>	
Salary of the inspector.....	\$ 120.00
Legal fees.....	20.00
Stationery.....	10.00
Audition of books.....	5.00
Miscellaneous.....	5.00
	<u>\$ 160.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, November 6th, 1943. 4762-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe des coiffeurs pour Dames de Montreal lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1343, du 29 mai 1941 et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal, de la façon suivante:

1.—A l'article I, intitulé "Définitions", ajouter le paragraphe "l" suivant:

"l.—Le terme "apprenti-coiffeur senior" veut dire toute personne qui fait l'apprentissage, rendu obligatoire par le présent décret, depuis au moins 18 mois et qui a été classée comme telle à la suite d'un examen subi avec succès devant le bureau institué par le Comité paritaire et, de plus, qui a commencé à suivre ou fini de suivre le cours spécial d'hygiène pour les coiffeurs de dames."

2.—A l'article I — "définitions" ajouter le paragraphe "m" suivant:

"m.—Le terme "apprenti-coiffeur junior" veut dire toute personne qui fait son apprentissage depuis moins de 18 mois ou qui n'a pas encore obtenu son certificat d'apprenti-coiffeur senior."

3.—Le paragraphe "a" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"a.—L'apprentissage doit se faire soit dans les salons de beauté et de coiffure pour dames, soit dans une école de coiffure opérant suivant les dispositions de la loi des écoles professionnelles, chapitre 64, S.R.Q. 1941 et amendements, et débutera de la date où le Comité paritaire aura émis un carnet d'apprentissage."

4.—Le paragraphe "n" suivant sera ajouté à l'article VII:

"n.—L'apprentissage dans une école de coiffure, pour être reconnu par le Comité paritaire, doit rencontrer les exigences suivantes:

i) L'enseignement doit être fait par une personne détenant un certificat de maître-coiffeur émis par le Comité paritaire;

ii) Toutes les opérations faisant l'objet du décret N° 1343 et ses amendements doivent être enseignées;

iii) L'apprenti, une fois son cours terminé à l'école, doit se présenter au Comité paritaire pour y subir un examen établissant son degré de connaissance. Le Comité paritaire, suivant le résultat de cet examen théorique et pratique, place l'apprenti au stage d'apprentissage équivalent à sa compétence;

iv) L'apprenti doit suivre un cours spécial d'hygiène durant son stage à l'école de coiffure."

5.—Le paragraphe "f" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"f.—L'apprenti-coiffeur devra suivre un cours complet d'hygiène pour coiffeurs pour dames et obtenir un certificat d'étude dans le cours des deux premières années de son apprentissage."

6.—A l'article VII, paragraphe "i", le premier alinéa sera remplacé par le suivant:

"i.—Le nombre d'apprentis dans un salon de beauté et de coiffure pour dames est réparti de la façon suivante:

Un apprenti junior ou un apprenti senior dans un salon où travaille un coiffeur possédant un certificat de compétence pour toutes les opérations

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour hereby gives notice that the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal has presented to him a request to modify the decree number 1343, of May 29, 1941 and amendments, relating to the ladies hairdresser's trade in the Island of Montreal, in the following manner:

1.—The following subsection "l" shall be added to Section I, entitled "Definitions":

"l.—The term "senior hairdresser-apprentice" designates any person serving for at least 18 months the apprenticeship, rendered obligatory by the present decree, and who has been classified as such after having successfully passed an examination before the Board established by the Parity Committee and, moreover, who has begun or finished the attendance of the special hygiene course for ladies' hairdressers."

2.—The following subsection "m" shall be added to Section I—"Definitions":

"m.—The term "junior hairdresser-apprentice" designates any person serving his apprenticeship for less than 18 months or who has not yet obtained his certificate of senior hairdresser-apprentice."

3.—Subsection "a" of section VII shall be replaced by the following:

"a.—Apprenticeship must be served either in a ladies' hairdressing or beauty parlor, or in a hairdressing school operating under the provisions of the Act respecting Trade-Schools (Chapter 64, R.S.Q. 1941 and amendments), and shall begin on and from the date of the issuing of an apprenticeship booklet by the Parity Committee."

4.—The following subsection "n" shall be added to section VII:

"n.—To be recognized by the Parity Committee, the apprenticeship in a hairdressing school must meet with the following requirements:

i) Teaching must be made by a person holding a certificate of master hairdresser issued by the Parity Committee.

ii) All operations governed by Decree number 1343 and its amendments must be taught;

iii) Once his course finished at the school, the apprentice must present himself to the Parity Committee to undergo an examination establishing the degree of his knowledge of the trade. The Parity Committee, according to the results of this theoretical and practical test, shall classify the apprentice in that class of apprenticeship which corresponds to his competency.

iv) The apprentice must follow a special course of hygiene during his term at the school of hairdressing.

5.—Subsection "f" of section VII shall be replaced by the following:

"f.—The apprentice-hairdresser shall attend in its entirety a ladies hairdresser's course of hygiene and obtain a certificate therefore during the course of the two first years of his apprenticeship."

6.—The first paragraph of subsection "i" of section VII shall be replaced by the following:

"i.—The number of apprentices in a ladies' beauty or hairdressing parlour shall be portioned as follows:

One junior apprentice or one senior apprentice in an establishment employing one hairdresser holding a certificate of competency for all the

faisant l'objet du présent décret, sauf les postiches;

Deux apprentis senior ou un apprenti senior et un apprenti junior dans un salon où travaillent au moins deux personnes possédant un certificat de compétence, dont l'une détenant un certificat de compétence pour toutes les opérations faisant l'objet du présent décret, sauf les postiches;

Quatre apprentis senior ou deux apprentis junior et deux apprentis senior dans un salon où travaillent au moins quatre personnes possédant un certificat de compétence, mais dont deux possèdent un certificat de compétence dans toutes les opérations faisant l'objet du présent décret, sauf les postiches.

Il est entendu qu'il n'est pas permis de faire travailler dans un même salon plus de quatre apprentis ou senior ou junior, ou les deux à la fois, quel que soit le nombre de personnes compétentes qui y travaillent."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 octobre 1943. 4763-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 871, du 26 mai 1939 et amendements, relatif aux commis et comptables dans les villes de Jonquière, Kénogami, Arvida et St-Joseph d'Alma et un rayon de deux milles de leurs limites, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1.—Que l'alinéa 3 du paragraphe "c" de l'article IV soit radié.

2.—Que l'alinéa 4 du paragraphe "c" de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"4.—Les heures de travail peuvent se continuer jusqu'à 10 heures p.m. les deux jours précédant la fête de Noël, ainsi que la veille du jour de l'An.

Toutefois à St-Joseph d'Alma cette période s'étend du 20 décembre au 1 janvier."

3.—Que le paragraphe "h" de l'article IV soit remplacé par le suivant:

"h.—*Congés payés*.—Après une année de service dans le même établissement, tout salarié a droit chaque année à une semaine de congé rémunéré. Cette semaine de congé doit être accordée à une date fixée par entente entre le salarié et l'employeur. Si le congé n'est pas accordé, l'employeur doit au salarié double salaire pour la durée du congé auquel il a droit.

Il est entendu toutefois que, au cours de l'année, toute absence non motivée de l'employé pourra être retranchée sur la durée du congé pour autant de jours où telle ou telles absences se seront produites.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à la ville de St-Joseph d'Alma."

4.—Que le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article V soit remplacé par le suivant:

operations governed by the present decree, excepting hairwork;

Two senior apprentices or one senior apprentice and one junior apprentice in an establishment employing at least two persons holding a certificate of competency, one of which holds a certificate of competency for all the operations governed by the present decree, excepting hairwork;

Four senior apprentices or two junior apprentices and two senior apprentices in an establishment employing at least four persons holding a certificate of competency, but two of which hold a certificate of competency for all the operations governed by the present decree, excepting hairwork.

It is understood that it is not allowed to employ in the same establishment more than four apprentices either junior or senior, or both together, whatever may be the number of competent persons employed."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 30, 1943. 4763-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 871, of the 26th of May, 1939 and amendments, relating to clerks and accountants in the towns of Jonquière, Kénogami, Arvida and St-Joseph d'Alma and a radius of two (2) miles from their limits, have presented to him a request to modify the said decree in the following manner:

1.—That paragraph "3" of subsection "c" of section IV be stricken off.

2.—That paragraph "4" of subsection "c" of section IV be replaced by the following:

"4.—The hours of work may be extended until 10.00 p.m. on those two days preceding Christmas Day as well as on the eve of New Year's Day.

However, in St-Joseph d'Alma, this period shall extend from December 20th to January 1st."

3.—That subsection "h" of section IV be replaced by the following:

"h.—*Holidays with pay*.—After one year of employment in the same establishment, every employee is entitled, each year, to a one week's holiday with pay. Such holiday shall be taken on a date agreed upon by both the employer and the employee. When holidays are not taken, the employer shall pay double rate of wages to the employee for the entire duration of the holidays to which the said employee is entitled.

It is however understood that any unjustified absence of the employee during the course of the year shall be liable to be deducted from the period of holidays for as many days as such absences shall have occurred.

The present subsection does not apply to the town of St-Joseph d'Alma."

4.—That the first paragraph of subsection "a" of section V be replaced by the following:

"Il n'y aura pas de travail dans ces établissements les dimanches ainsi que les jours de fêtes suivants: La Noël, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, la St-Jean-Baptiste, l'Immaculée Conception, la fête du Travail, la Confédération et la fête de Dollard."

5.—Que le paragraphe "d" de l'article V soit radié et remplacé par le suivant:

"d.—Le travail est interdit de 7 hrs a.m. à 1.00 p.m. le Vendredi-Saint ainsi que le jour de la Fête du Sacré-Cœur."

6.—Que l'alinéa "i" du paragraphe "1" de l'article VII soit remplacé par le suivant:

<i>"i.—Catégories:</i>	<i>Salaires hebdomadaires:</i>
Premier semestre.....	\$ 7.00
Deuxième semestre.....	9.00
Deuxième année.....	10.00
Troisième année.....	12.00
Quatrième année et plus.....	13.00"

7.—Que le salaire hebdomadaire de \$30.00 mentionné au paragraphe "c" de l'article VII pour la catégorie de "Gérant" soit remplacé par "\$45.00".

8.—Que le "Syndicat National Catholique des Commis et Comptables masculins et féminins de Kénogami" soit accepté comme partie co-contractante de première part.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 6 novembre 1943.

4764-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 765, du 13 mai 1938 et amendements, relatif aux employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis, Montmorency, Portneuf et Lotbinière, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1.—Que le paragraphe "a" de l'article II soit amendé en insérant dans le milieu dudit paragraphe, après les mots "à la réparation ou à l'entretien ou à la démolition" les mots "des véhicules ou tracteurs ou pelles mécaniques automobiles".

2.—Que l'alinéa "3" du paragraphe "a" de l'article VI soit amendé en remplaçant le mot: "10%" par les mots "20%" calculé sur les salaires payés".

3.—Que le paragraphe 2 de l'article VII soit amendé en ajoutant dans la dernière partie dudit paragraphe après les mots "de l'article II" les mots "et tout salarié qui travaille au moins 30 heures par semaine, pour un employeur ou un employeur professionnel durant les heures régulières tel qu'établi aux alinéas "1" et "2" du paragraphe "a" de l'article VI, ne pourra travailler en dehors de ces heures régulières pour un autre employeur ou employeur professionnel".

4.—Que l'article VII soit amendé en y ajoutant le paragraphe 18 comme suit:

"18.—Tout salarié qui aura travaillé au moins 50 heures par semaine durant les heures régu-

"No work shall be performed in those establishments on Sundays as well as on the following holidays: Christmas Day, New Year's Day, Epiphany, Ascension, All Saints' Day, St-Jean-Baptiste Day, Immaculate Conception's Day, Labour Day, Dominion Day and Victoria Day."

5.—That subsection "d" of section V be stricken off and replaced by the following:

"d.—Working is prohibited from 7.00 a.m. to 1.00 p.m. on Good Friday and on Sacred Heart Day."

6.—That paragraph "i" of subsection "1" of section VII be replaced by the following:

<i>"i.—Catégories:</i>	<i>Weekly wages:</i>
First six months.....	\$ 7.00
Second six months.....	9.00
Second year.....	10.00
Third year.....	12.00
Fourth year and thereafter.....	13.00"

7.—That the weekly wages of "\$30.00" mentioned in subsection "c" of section VII for the category "Manager" be replaced by "\$45.00".

8.—That "Le Syndicat National Catholique des Commis et Comptables masculins et féminins de Kénogami" be accepted as co-contracting party of the first part.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, November 6, 1943.

4764-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 765, of the 13th of May, 1938 and amendments, relating to garage employees in the cities of Quebec and Levis and the counties of Quebec, Levis, Montmorency, Portneuf and Lotbinière, have presented to him a request to the effect to modify the said decree in the following manner:

1.—That subsection "a" of section II be amended by inserting in the middle of the said subsection, after the words "to the repairing and to the maintenance or to the demolishing of", the words "vehicles or tractors or motor mechanical shovels".

2.—That paragraph "3" of subsection "a" of section VI be amended by substituting to the word "10%", the words "20% calculated on wages paid".

3.—That subsection "2" of section VII be amended by adding after the words "of section II;" the words "any employee working at least thirty (30) hours per week, for an employer or a professional employer during the regular hours of work as established in paragraphs "1" and "2" of subsection "a" of section VI, shall not be permitted to work outside those regular hours for another employer or professional employer."

4.—That the following subsection "18" be added to section VII:

"18.—Any employee having worked during at least fifty (50) hours per week during the regular

lières de travail tel qu'établi aux alinéas "1" et "2" du paragraphe "a" de l'article VI, ou qui n'aura pas plus de quatre heures d'absence non motivée par semaine, durant toute année se terminant le 28 novembre aura droit à une semaine de vacance payée, soit 7 jours consécutifs au taux de son salaire régulier pour 54 heures, après deux ans de travail accompli le 28 novembre de chaque année pour le même employeur, le tout à compter du 28 novembre 1943.

Quand un salarié aura acquis le droit à ses vacances le 28 novembre de chaque année, lesdites vacances devront lui être données du 1er mai au 1er novembre de l'année suivante, au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1943. 4765-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Syndicat des barbiers et coiffeurs de Montmagny, à l'effet de modifier le décret numéro 1652 du 28 juin 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec, de la façon suivante:

1.—Les heures de travail déterminées pour la zone V, au paragraphe "a" de l'article V, sont remplacées par les suivantes:

- "Le lundi: de 8.00 a.m. à 4.00 p.m.;
- Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.;
- Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.30 p.m.;
- Le samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

2.—Que le troisième alinéa du paragraphe "c" de l'article X soit radié et remplacé par le suivant:

"Cependant dans la zone V, les heures de travail sont réparties comme suit:

- Les lundi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
- Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;
- Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
- Le samedi: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Toutefois le travail commencé peut être terminé, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une (1) heure."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 6 novembre 1943. 4782-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163),

hours of work as established in paragraphs "1" and "2" of subsection "a" of section VI, or having not more than four (4) hours of unjustified absence per week, during any one year ending on the 28th of November, shall be entitled to a holiday of one week, i.e. seven (7) consecutive days, at the rate of his regular wages for 54 hours of work, after having completed two years of work on the 28th of November of any one year for the same employer, and this as and from the 28th of November 1943.

When an employee shall be entitled to said holidays on the 28th of November of each year, the said holidays shall be given to him between the 1st of May and the 1st of November of the following year, at a time determined by the employer or the professional employer during this period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1943. 4765-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that a request has been presented to him by "Le Syndicat des barbiers et coiffeurs de Montmagny" to the effect to modify the decree number 1652, of June 28, 1941 and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Quebec, in the following manner:

1.—The working hours determined for zone V, in subsection "a" of section V, shall be replaced by the following:

- "On Monday: from 8.00 a.m. to 4.00 p.m.;
- On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 7.30 p.m.;
- On Friday: from 8.00 a.m. to 8.30 p.m.;
- On Saturday and the eve of holidays: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

2.—That the third paragraph of subsection "c" of section X be deleted and replaced by the following:

"However, in zone V, the working hours shall be distributed as follows:

- On Monday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
- On Tuesday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;
- On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
- On Saturday: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

However, work in progress at closing time may be terminated but such overtime shall not exceed one (1) hour."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1943. 4782-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163),

Honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des Marchands de Magog, à l'effet de modifier le décret numéro 3585, du 4 octobre 1940 et amendements, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Magog et un rayon de deux milles de ses limites, de la façon suivante:

Le mot "feronnerie" sera ajouté à la suite des mots "magasin de meubles" dans l'alinéa "2" du paragraphe "a" de l'article IV.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 novembre 1943. 4783-o

notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that a request has been presented to him by the Parity Committee of the Merchants of Magog, to the effect to modify the decree number 3585, of October 4th, 1940 and amendments, relating to commercial establishments in the town of Magog and a radius of two miles from its limits, in the following manner:

The word "hardware" shall be added to paragraph "2" of subsection "a" of section IV, after the word "furniture".

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 6, 1943. 4783-o

Soumissions

Canada, Province de Québec

VILLE DE MAGOG

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi lundi le 22 novembre 1943, pour l'achat d'une émission de \$39000.00 d'obligations de la Corporation de la Ville de Magog datées du premier novembre 1943 et remboursables par séries de novembre 1944 à novembre 1963 à raison de \$2000.00 par année de 1944 à 1962 et \$1000.00 en 1963, avec intérêt à 3½% payable semi-annuellement les premier mai et novembre; capital et intérêt payables au bureau principal de la Canadian Bank of Commerce à Montréal ou à sa succursale à Magog, ou Québec. Les obligations seront de la dénomination de \$1000.00 chacune et sujettes à une clause de rachat par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées, quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue le 22 novembre 1943 à 8 hres P.M. à la salle municipale.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Magog, ce 4 novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
4785-o Signé: ALPHONSE GIRARD.

Tenders

Canada, Province of Quebec

TOWN OF MAGOG

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until Four, Monday, November 22nd, 1943 for the purchase of an issue of \$39000.00 of 3½% bonds of the Corporation of the Town of Magog dated November First 1943 and redeemable at the rate of \$2000.00 a year from 1944 to 1962 inclusive and \$1000.00 in 1963; with semi annual interest on May and November 1st, principal and interest payable at the head office of the Canadian Bank of Commerce in Montreal and its branch office in Magog, and Quebec. Denomination to be \$1000.00 and subject to a clause specifying that said bonds may be redeemed by anticipation.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the amount of the issue.

Each tender must stipulate whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

Said bonds may be registered as to principal; they shall be delivered in the shortest possible delay.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held in the Town Hall on November 22nd 1943 at 8 P.M.

The Municipal Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Magog, the 4th day of November 1943.

Signed: ALPHONSE GIRARD,
4785-o Secretary Treasurer.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 45

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

3048—Concernant certains amendements aux règlements de mesurage..... 1978

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ORDER IN COUNCIL:

3048—Concerning certain amendments to the scaling regulations..... 1978

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	1969	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1969
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Club de Yacht de la Pointe à Pizeau Incorporated, Sillery.....	1979	Club de Yacht de la Pointe à Pizeau Incorporated, Sillery.....	1979
Club de Yacht de la Pointe à Pizeau Incorporated, Sillery.....	1979	Club de Yacht de la Pointe à Pizeau Incorporated, Sillery.....	1979
Hyde Park Employees Social and Philanthropic Association.....	1980	Hyde Park Employees Social and Philanthropic Association.....	1980
Syndicat National des Employés des Pouvoirs Électriques de Shipshaw et Chute à Caron.....	1979	Syndicat National des Employés des Pouvoirs Électriques de Shipshaw et Chute à Caron.....	1979
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Detroit Radiator Company Limited....	1980	Detroit Radiator Company Limited....	1980
Glenwool Products Ltd.....	1980	Glenwool Products Ltd.....	1980
L'Immeuble Greco-Dorique Inc.....	1980	L'Immeuble Greco-Dorique Inc.....	1980
COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Credit Arcade Limited.....	1981	Credit Arcade Limited.....	1981
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Associated Gospel Churches in the Province of Quebec.....	1981	Associated Gospel Churches in the Province of Quebec.....	1981
L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal.....	1982	The Montreal Tramways Company Mutual Benefit Association.....	1982
La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs.....	1982	La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs.....	1982
Lavergne, Émile <i>et al.</i>	1981	Lavergne, Émile <i>et al.</i>	1981
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole de Ste-Sophie de Levrard.....	1983	Société Coopérative Agricole de Ste-Sophie de Levrard.....	1983
Société Coopérative Agricole de St-Pierre-de-Broughton.....	1983	Société Coopérative Agricole de St-Pierre-de-Broughton.....	1983
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 43-Sp-XX—Québec....	1983	Order No. 43-Sp-XX—Québec.....	1983
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Chambly, munic. scolaire de la paroisse.	1984	Chambly, school munic. of the parish...	1984
Côteau-Landing, munic. scolaire du village.....	1984	Côteau-Landing, school munic. of the village.....	1984
TRAVAIL:		LABOUR:	
Barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville.....	1992	Barbers and hairdressers of St-Jean and Iberville.....	1992
Coiffeurs pour dames de Montréal.....	1994	Ladies' hairdressing trade of Montreal.	1994
Commis et comptables dans les villes de Jonquière, Kénogami, Arvida et St-Joseph d'Alma.....	1995	Clerks and accountants in the towns of Jonquière, Kénogami, Arvida and St-Joseph d'Alma.....	1995
Employés de garage dans les cités de Québec et de Lévis et les comtés de Québec, Lévis, Montmorency, Portneuf et Lotbinière.....	1996	Garage employees in the cities of Quebec and Lévis and the counties of Quebec, Lévis, Montmorency, Portneuf and Lotbinière.....	1996
Le Syndicat des barbiers et coiffeurs de Montmagny.....	1997	Le Syndicat des barbiers et coiffeurs de Montmagny.....	1997
Marchands de Magog.....	1997	Merchants of Magog.....	1997
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Garguncock Investments, Limited.....	1970	Garguncock Investments, Limited.....	1970
Houde & Laroche Cie Limitée.....	1971	Houde & Laroche Cie Limitée.....	1971
La Société Colombienne du Cap de la Madeleine, Ltée.....	1971	La Société Colombienne du Cap de la Madeleine, Ltée.....	1971

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Le Magasin Général Limitée.....	1972
Lord & Cie Limitée.....	1972

MINUTES DE NOTAIRES:

Beaudet, Joseph-Léonidas.....	1985
Demers, Raoul.....	1984
Émond, Charles-Auguste.....	1985
Ménard, René-L.....	1984
Sawyer, J.-Cyprien.....	1985

NOMINATION:

Commissaire d'écoles.....	1985
---------------------------	------

SOUMISSIONS:

Magog, ville de.....	1998
----------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Summerlea Golf Club Incorporated.....	1985
---------------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Desrochers <i>et al</i> vs Desrochers <i>et al</i>	1988
--	------

VENTES POUR TAXES:

Chicoutimi, cité de.....	1975
Labrecque, commission scolaire.....	1975
St-Lambert, cité de.....	1972
Taché, com. scolaire de canton.....	1974

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Chicoutimi:

Beauregard vs Lagacé.....	1989
---------------------------	------

Kamouraska:

Côté vs Sirois.....	1989
---------------------	------

Montréal:

Banque Canadienne Nationale vs Héritiers Hugo Wild.....	1990
---	------

Rimouski:

Miville vs Desrosiers.....	1992
Miville vs Michaud.....	1992

4786-o

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Le Magasin Général Limitée.....	1972
Lord & Cie Limitée.....	1972

NOTARIAL MINUTES:

Beaudet, Joseph-Léonidas.....	1985
Demers, Raoul.....	1984
Émond, Charles-Auguste.....	1985
Ménard, René-L.....	1984
Sawyer, J.-Cyprien.....	1985

APPOINTMENT:

School Commissioner.....	1985
--------------------------	------

TENDERS:

Magog, town of.....	1998
---------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Summerlea Golf Club Incorporated.....	1985
---------------------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Desrochers <i>et al</i> vs Desrochers <i>et al</i>	1988
--	------

SALES FOR TAXES:

Chicoutimi, City of.....	1975
Labrecque, School Commission.....	1975
St-Lambert, city of.....	1972
Taché, school com. of the township.....	1974

SHERIFFS' SALES:

Chicoutimi:

Beauregard vs Lagacé.....	1989
---------------------------	------

Kamouraska:

Côté vs Sirois.....	1989
---------------------	------

Montreal:

Banque Canadienne Nationale vs Heirs of Hugo Wild.....	1990
--	------

Rimouski:

Miville vs Desrosiers.....	1992
Miville vs Michaud.....	1992

4786-o